



## CHAPITRE 52

### SECTION I

Loi modifiant la charte de la cité de Montréal et concernant La Corporation de Montréal Métropolitain

[Sanctionnée le 5 mars 1959]

Préambule.

**A**TTENDU que la cité de Montréal a, par sa pétition, représenté qu'il est dans l'intérêt de ladite cité et qu'il est nécessaire pour la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 62 Victoria, chapitre 58, et les lois qui la modifient, soient de nouveau modifiées, et attendu qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1899,  
c. 58, a. 1,  
am.

**1.** L'article 1 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le paragraphe *r*, le paragraphe suivant:

"bureau des commissaires".

"s) Les mots "bureau des commissaires" désignent le comité exécutif."

1899,  
c. 58,  
a. 21*l*, am.

**2.** L'article 21*l* de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est de nouveau modifié, 1° en y remplaçant le paragraphe *a*, par le paragraphe suivant:

Cessions gratuites.

"a) A accepter pour fins municipales toute cession gratuite de biens meubles ou immeubles;"

2° en y ajoutant, après le paragraphe *p*, les paragraphes suivants:

Locations.

"q) A louer aux intéressés, pourvu que la durée du bail ou du contrat n'excède pas un an, tous biens meubles ou immeu-

## CHAPTER 52

### DIVISION I

An Act to amend the charter of the city of Montreal and respecting The Montreal Metropolitan Corporation

[Assented to, the 5th of March, 1959]

**W**HEREAS the city of Montréal has, by its petition, represented that it is the interest of the said city and necessary for the proper administration of its affairs that its charter, the act 62 Victoria, chapter 58, and the acts amending it, be further amended, and whereas it is expedient to grant its prayer;

Preamble.

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

**1.** Article 1 of the act 62 Victoria, chapter 58, is further amended by adding, after paragraph *r*, the following paragraph:

1899,  
c. 58, a. 1,  
am.

"s. The words "board of commissioners" shall mean the executive committee."

"board of commissioners".

**2.** Article 21*l* of the act 62 Victoria, chapter 58, is further amended, 1. by replacing paragraph *a*, by the following paragraph:

1899,  
c. 58,  
a. 21*l*, am.

"a. To accept for municipal purposes, all cessions of moveables or immoveables, provided they be gratuitous;"

Gratuitous cessions.

2. by adding, after paragraph *p*, the following paragraphs:

"q. To lease to interested parties, provided the term of the lease or of the contract does not exceed one year, any

Leases.

bles que la cité a le droit de louer, sauf dans les cas particuliers où l'exercice de ce pouvoir est expressément réservé au conseil.

Baux antérieurs.

Toutefois, les baux consentis par le comité exécutif, antérieurement à la date de l'entrée en vigueur de la présente loi, ne peuvent être annulés pour la seule raison que leur durée excède un an;

Vente de biens corporels.

"r) À vendre, sur rapport du directeur des finances, quant à leur valeur, tous biens meubles corporels appartenant à la cité et dont la valeur n'excède pas cinq mille (\$5,000.00) dollars."

1899, c. 58, a. 21e, am.

**3.** L'article 21e de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est de nouveau modifié en y remplaçant le paragraphe g, par le paragraphe suivant:

"g) Tout rapport se rapportant à l'échange ou à la location par bail emphytéotique d'un immeuble appartenant à la cité et en outre à la location de ses biens meubles ou immeubles, lorsque la durée du bail excède un an."

Id., a. 21p, aj.

**4.** La loi 62 Victoria, chapitre 58, est de nouveau modifiée en y ajoutant, après l'article 21o, l'article suivant:

Remplacement temporaire de directeurs de services.

"**21p.** Lorsque la charte ou les règlements de la cité ne pourvoient pas au remplacement temporaire d'un directeur de service qui s'absente ou dont la charge devient vacante, ou lorsque les personnes désignées par les règlements pour remplacer le directeur en pareilles circonstances sont physiquement incapables d'agir, le comité exécutif a le pouvoir d'autoriser quelqu'un à remplacer temporairement ce directeur de service pendant cette absence, cette vacance ou cette incapacité physique, mais dans aucun cas pendant une période excédant quatre-vingt-dix (90) jours, laquelle peut être renouvelée pour une autre période d'au plus quatre-vingt-dix (90) jours."

1899, c. 58, a. 22, am.

**5.** L'article 22 de la loi 4 George VI, chapitre 75, est de nouveau modifié en y ajoutant après le cinquième alinéa le suivant:

Suspension automatique.

"Lorsqu'à l'heure de minuit, le conseil n'a pas décidé lui-même de l'ajournement, la séance est automatiquement suspendue

moveable or immoveable property which the city has the right to lease, excepting in special cases where the exercise of this power is expressly reserved to the council.

Nevertheless, all leases given by the executive committee previous to the date of the coming into force of this act, cannot be annulled by reason only of the fact that their term exceed one year;

Previous leases.

"r. To sell, upon report by the director of finance, as to their value, any corporeal moveables belonging to the city and the value thereof does not exceed five thousand (\$5,000.00) dollars."

Sale of corporeal moveables.

**3.** Article 21e of the act 62 Victoria, chapter 58, is further amended by replacing paragraph g, by the following paragraph:

1899, c. 58, a. 21e, am.

"g. Every report concerning the exchange or rental by emphyteutic lease of an immoveable belonging to the city and in addition the rental of its moveable or immoveable property, when the term of the lease exceeds one year."

**4.** The act 62 Victoria, chapter 58, is further amended by adding, after article 21o, the following article:

Id., a. 21p, added.

"**21p.** Whenever the charter or a city by-law does not provide for the temporary replacement of a director of department who is absent, or whose position becomes vacant, or when the persons, designated by the by-laws to replace the director in such circumstances, are physically unable to act, the executive committee has the power to authorize someone temporarily to replace such director or department during such absence, vacancy or physical incapacity, but in no case for a period exceeding ninety (90) days, which may be renewed for another period of ninety (90) days at the most."

Temporary replacement of directors of departments.

**5.** Section 22 of the act 4 George VI, chapter 75, is again amended by adding after the fifth paragraph the following:

1899, c. 58, a. 22, am.

"When, at the hour of midnight, the council itself has not decided to adjourn, the meeting shall be automatically sus-

Automatic suspension.

à compter de ce moment jusqu'à trois (3) heures p.m., le premier jour juridique suivant."

1899,  
c. 58,  
a. 300,  
am.

Droit  
d'entrée  
des offi-  
ciers du  
service  
des in-  
cendies.

**6.** L'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est de nouveau modifié en y remplaçant le premier alinéa du paragraphe 127, par l'alinéa suivant:

"127. Pour prescrire que les officiers en uniforme du service d'incendie sont autorisés à entrer, de huit heures du matin à huit heures du soir, dans n'importe quel bâtiment, afin de s'assurer si des substances explosives, des copeaux, des déchets ou autres objets, articles ou marchandises, de nature à provoquer un incendie, n'y sont pas gardés ou placés de manière à offrir, dans l'opinion de ces officiers, un danger d'incendie."

1899,  
c. 58,  
a. 300,  
am.

Endroit  
déterminé  
pour  
entrer et  
sortir  
d'un lot  
vacant ou  
non bâti.

**7.** L'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le paragraphe 141, les paragraphes suivants:

"141a. Pour obliger toute personne qui demande un permis de construction sur un lot vacant ou un permis pour utiliser à quelque fin que ce soit un lot non bâti à faire déterminer par le directeur du service de la circulation, ou tous autres officiers que la cité pourra nommer dans ce but, l'endroit où les véhicules devront passer pour entrer sur ce lot ou en sortir sur la voie publique; pour prohiber l'accès sur ce lot par un autre endroit que celui ainsi fixé et pour déterminer de quelle manière seront faits les ouvrages nécessaires pour permettre cet accès, le coût de ces ouvrages devant être supporté par le propriétaire de ce lot.

Dégage-  
ment sur  
lots aux  
croise-  
ments de  
voies pu-  
bliques.

"141b. Pour obliger, par règlement, les propriétaires ou occupants de tout lot situé au croisement de deux voies publiques à enlever ou déplacer toute haie, clôture et panneau-réclame d'une hauteur de plus de trois (3) pieds au dessus du sol et situés dans un rayon de vingt-cinq (25) pieds du point d'intersection des deux lignes de rues et pour autoriser tout officier que la cité pourra nommer dans ce but, à les enlever ou à les déplacer aux frais du propriétaire ou de l'occupant du lot, lorsque ce dernier refuse de se conformer aux dispositions du règlement."

pended as from such moment until three (3) o'clock p.m., on the first following juridical day."

**6.** Article 300 of the act 62 Victoria, chapter 58, is further amended by replacing the first paragraph of paragraph 127, by the following paragraph:

"127. To enact that the uniformed officers of the fire department shall be authorized to enter, from eight o'clock in the morning to eight o'clock in the evening, any building, in order to ascertain whether explosive compounds, shavings, rubbish or other materials, articles, goods or merchandise, of such nature as to cause a fire, are kept or placed therein so as to present a fire hazard in the opinion of such officers."

1899,  
c. 58,  
a. 300,  
am.

Right to  
enter of  
officers  
of fire de-  
partment.

**7.** Article 300 of the act 62 Victoria, chapter 58, is further amended by adding, after paragraph 141, the following paragraphs:

"141a. To compel any person requesting a building permit on a vacant lot or a permit to utilize for any purpose whatever an unbuilt lot to have determined by the director of the traffic department, or all other officers that the city may appoint for such object, the place where the vehicles shall pass to enter on or depart from such lot on public thoroughfares; to prohibit the access to such lot through another place than that thus fixed and to determine in what manner shall be executed the works required to procure such access, the cost of such works to be borne by the proprietor of the said lot.

1899,  
c. 58,  
a. 300,  
am.

Place  
where  
vehicles  
enter or  
depart  
from  
vacant or  
unbuilt  
lots.

"141b. To compel, by by-law, the owners or occupants of any lot located at the intersection of two public thoroughfares to remove or displace all hedges, fences and bill-boards exceeding a height of three (3) feet over the ground and placed within a twenty-five (25) feet radius from the intersection point of two street lines and to authorize any officer whom the city may appoint for such purpose to remove or displace such obstacles at the expense of the owner or of the occupant of the lot when the latter refuses to comply with the provisions of the by-law."

Clearing  
of lots  
at inter-  
section of  
public  
thorough-  
fares.

Sécurité  
publique.

**8.** Toute vitesse et toute action imprudente susceptibles de mettre en péril la vie ou la propriété sont prohibées sur toutes les voies publiques comprises dans les limites de la cité de Montréal.

Vitesse  
sur cer-  
taines  
rues, etc.

Subordonnément aux dispositions de l'alinéa précédent et sans en restreindre la portée, la cité est, nonobstant les dispositions du paragraphe 6° de l'article 60 de la Loi des véhicules automobiles, autorisée à permettre aux automobilistes, par règlement, de circuler sur certaines de ses rues, avenues, boulevards, autoroutes ou autostrades, à une vitesse plus grande que celle autorisée par le paragraphe 2 de l'article 41 de la Loi des véhicules automobiles, pourvu toutefois que cette vitesse n'excède pas soixante (60) milles à l'heure sur les autoroutes et les autostrades et trente (30) milles à l'heure sur les autres voies publiques de la cité.

**8.** All speeds and imprudent action liable to endanger life or property are prohibited on all public thoroughfares comprised within the limits of the city of Montreal.

Public  
safety.

Subject to the provisions of the foregoing paragraph and without limiting its scope, the city, notwithstanding the provisions of paragraph 6 of section 60 of the Motor Vehicles Act, is authorized to permit by by-law, motor vehicle drivers to operate on certain of its streets, avenues, boulevards, autoroutes or expressways, at a speed exceeding that authorized by subsection 2 of section 41 of the Motor Vehicles Act, provided however that such speed never exceeds sixty (60) miles per hour on autoroutes and expressways and thirty (30) miles per hour on the other public thoroughfares of the city.

Speed on  
certain  
streets,  
etc.1899,  
c. 58,  
a. 300,  
am.

**9.** L'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est de nouveau modifié en y ajoutant, à la fin du paragraphe 163a, les alinéas suivants:

Vente ou  
louage de  
garages,  
etc.

"Sujet aux règlements de zonage de la cité dans tous les cas, les garages pour le remisage des véhicules automobiles et les parcs de stationnement appartenant à la cité de même que les immeubles qu'elle acquiert en vertu des articles 421 et 421a de sa charte pour l'établissement de tels garages et terrains de stationnement peuvent être loués ou vendus par résolution du conseil sur rapport du comité exécutif aux personnes qui s'engagent à les utiliser à ces fins.

Activités  
connexes  
autori-  
sées.

Les personnes qui exploiteront les immeubles ainsi loués ou vendus pourront, pourvu que les règlements de la cité les y autorisent, exercer les activités connexes tels que l'achat et la vente de la gazoline, de l'huile, des pneus et des batteries, le lavage et la lubrification des véhicules, la vérification des bougies et des freins, le dépannage et les réparations mineures.

Baux ou  
actes de  
vente.

Toutes les conditions se rapportant à l'établissement et à l'exploitation des parcs de stationnement et des garages ainsi loués ou vendus, de même que le prix que le locataire ou l'acheteur aura le droit de charger aux automobilistes pour le stationnement, peuvent être déterminés par le bail ou l'acte de vente."

**9.** Article 300 of the act 62 Victoria, chapter 58, is further amended by adding, at the end of paragraph 163a, the following paragraphs:

1899,  
c. 58,  
a. 300,  
am.

"Subject to city zoning by-laws in all cases, the garages for the storage of motor vehicles and the parking grounds owned by the city together with the immovables acquired in virtue of articles 421 and 421a of its charter for establishing such parking garages and grounds may be leased or sold by resolution of the council on report of the executive committee to persons who agree to use them for such purposes.

Sale or  
lease of  
garages.

The persons who will operate the immovables thus leased or sold may, provided that they be authorized thereto by city by-laws, exercise related activities such as the purchase and sale of gasoline, oil, tires and batteries, washing and lubrication of vehicles, checking of spark plugs and brakes, break-down service and minor repairs.

Related  
activities  
author-  
ized.

All the conditions relating to the establishing and operation of parking grounds and garages so leased or sold, as well as the price which the lessee or purchaser is entitled to charge to motorists for parking may be determined by the lease or the deed of sale."

Leases  
or deeds  
of sale.



Pension  
à Mme  
C. Houde  
autorisée.

**10.** La cité paiera une pension annuelle de six mille (\$6,000.00) dollars sa vie durant à la veuve de Camillien Houde, autrefois maire de la cité de Montréal. Cette pension est incessible et insaisissable et elle est payable d'avance par versements mensuels et égaux le premier jour de chaque mois, à compter du premier mars 1959.

**10.** The city shall pay an annual pension of six thousand (\$6,000.00) dollars during her lifetime to the widow of Camillien Houde, former mayor of the city of Montreal. This pension is unassignable and unseizable and payable in advance by monthly and equal instalments on the first day of each month as from March first, 1959.

Pension  
to Mrs.  
C. Houde  
author-  
ized.

Aide aux  
veuves et  
enfants de  
pompiers.

**11.** La cité est autorisée à adopter des règlements pour venir en aide aux veuves et aux enfants des pompiers qui, depuis le premier octobre 1958, sont décédés sur les lieux mêmes d'un incendie ou autre sinistre que ces pompiers avaient été appelés à combattre, quelle qu'ait été la cause de leur décès, ainsi qu'aux veuves et aux enfants des pompiers qui, à l'avenir, décéderont dans les mêmes circonstances, quelle que soit la cause de leur décès.

**11.** The city is authorized to adopt by-laws to help the widows and children of firemen who, since the first of October, 1958, died on the very site of a fire or other disaster, which such firemen had been called upon to fight, whatever may have brought their death, and to the widows and children of firemen who, in the future, will die under the same circumstances, whatever may cause their death.

Assistance  
to wi-  
dows and  
children  
of fire-  
men.

Somme,  
etc.

La somme à fixer dans chaque cas est laissée à la discrétion de la cité, mais les montants ainsi accordés seront incessibles et insaisissables.

The amount to be fixed for each case is left to the discretion of the city, but the amounts thus granted shall be unassignable and unseizable.

Amount,  
etc.

Pension  
aux mem-  
bres du  
conseil.

**12.** La cité est autorisée à accorder, par résolution du conseil, à toute personne qui, au premier janvier 1959, en était membre, une pension annuelle de mille cinq cents (\$1,500.00) dollars, sa vie durant, à compter du jour où elle cessera d'être membre dudit conseil, pourvu qu'elle ait alors exercé le mandat de conseiller ou d'échevin de la cité pendant au moins quinze (15) ans.

**12.** The city is authorized to grant, by resolution of the council, to any person who on the first of January, 1959, was a member thereof, an annual pension of fifteen hundred (\$1,500.00) dollars, during his lifetime, from the day when he will cease to be a member of the said council, provided he has held the office of city councillor or alderman for at least fifteen (15) years.

Pension  
to mem-  
bers of  
council.

Finalité.

Une fois que cette résolution aura été adoptée par le conseil, elle ne pourra plus être modifiée ni abrogée.

Once such resolution has been passed by the council, it may not be amended or repealed.

Finality.

Mode de  
paiement.

La pension ainsi accordée sera payable d'avance par versements mensuels et égaux, le premier de chaque mois et elle sera incessible et insaisissable.

The pension so granted shall be payable in advance in equal monthly instalments, on the first of each month and shall be unassignable and unseizable.

Mode of  
payment.

Suspen-  
sion de  
paiement.

Le paiement de la pension cessera pendant que le bénéficiaire, le cas échéant,

The payment of the pension shall cease while and whenever the beneficiary, should the case arise,

Payment  
suspend-  
ed.

a) exercera de nouveau le mandat de conseiller,

a. shall hold a mandate as a coun-  
cillor,

b) occupera, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi quelconque auxquels est attachée une rémunération payable par la cité ou par La Corporation de Montréal Métropolitain.

b. shall hold, temporarily or perma-  
nently, any office, function or employ-  
ment to which is attached a remuneration pay-  
able by the city or by The Montreal  
Metropolitan Corporation.

Applica-  
tion.

Les dispositions du présent article sont aussi applicables à toute personne qui est devenue membre du conseil de la cité depuis le premier janvier 1959 ou qui le deviendra à compter de la date de la sanction de la présente loi.

1899,  
c. 58,  
aa. 345d-  
345e, aj.

**13.** La loi 62 Victoria, chapitre 58, est de nouveau modifiée en y ajoutant, après l'article 345c, les articles suivants:

Monnaie  
légal du  
Canada.

**"345d.** Lorsqu'un règlement autorise la cité à emprunter un certain montant par l'émission de débentures, d'obligations ou de rentes inscrites soit en monnaie légale du Canada, soit en monnaie d'un ou de plusieurs pays étrangers, le montant total de l'emprunt ainsi autorisé est celui exprimé en monnaie légale du Canada.

Détermi-  
nation du  
montant  
de l'em-  
prunt.

Le montant de chaque emprunt effectué en vertu d'un tel règlement par une émission de débentures, d'obligations ou de rentes inscrites en monnaie légale d'un pays étranger est déterminé, par rapport au montant total autorisé par le règlement, en multipliant le montant du principal de l'émission, exprimé en la monnaie de tel pays étranger, par la valeur du marché en dollars canadiens de l'unité de ce pays le jour de la livraison contre paiement de telles débentures, obligations ou rentes inscrites.

Applica-  
tion.

Les dispositions du présent article sont aussi applicables aux emprunts à contracter en vertu des règlements en vigueur à la date de la sanction de la présente loi.

Montant  
de l'es-  
compte.

**"345e.** Le montant de l'escompte sur la vente de toute émission prévue à l'article 345 doit être ajouté au coût des expropriations, ou des travaux municipaux, ou autres dépenses à être défrayés à même le produit de la vente de cette émission. Toutefois, le montant de l'escompte susceptible d'être ainsi compris dans le coût des expropriations ou des travaux municipaux ou dans les autres dépenses ne doit pas excéder cinq (5%) pour cent du montant du principal de l'emprunt. Tout excédent sera compensé lors de la livraison des titres à même les revenus de l'exercice courant.

"escompte".

Le mot "escompte" désigne la différence entre le prix de la vente par la cité des débentures, obligations ou rentes

The provisions of this section are also applicable to every person who has become a member of the city council since the first of January, 1959, or who will become member from the date of the sanction of this act.

Applica-  
tion.

**13.** The act 62 Victoria, chapter 58, is further amended by adding, after article 345c, the following articles:

1899,  
c. 58,  
aa. 345d-  
345e,  
added.

**"345d.** When the city is authorized, by by-law, to borrow a certain amount by the issue of debentures, bonds or annuities or inscribed stock either in legal currency of Canada, or of one or more foreign countries, the total amount of the loan thus authorized shall be that expressed in legal currency of Canada.

Legal cur-  
rency of  
Canada.

The amount of each loan made under such by-law by an issue of debentures, bonds or inscribed stock of legal currency of a foreign country shall be determined in relation to the total amount authorized by the by-law by multiplying the principal amount of the issue, expressed in the currency of such foreign country, by the market value in Canadian dollars of the unit of such country on the day of the delivery against payment of such debentures, bonds or inscribed stock.

Determi-  
nation of  
amount  
of loan.

The provisions of this section shall also be applicable to the loans to be contracted under by-laws in force at the date of sanction of this act.

Applica-  
tion.

**"345e.** The amount of the discount on the sale of any issue provided for in article 345 shall be added to the cost of the expropriations, or municipal works, or other expenses to be paid out of the proceeds from the sale of such issue. However, the amount of the discount liable to be thus comprised in the cost of the expropriations or municipal works or in the other expenses shall not exceed five (5%) per cent of the principal amount of the loan. Any excess shall be compensated on delivery of the certificates out of the revenues of the current fiscal year.

Amount  
of dis-  
count.

The word "discount" shall designate the difference between the sale price by the city of the debentures, bonds or in-

"dis-  
count".

inscrites, et la valeur nominale de telles débentures, obligations ou rentes inscrites. Les dispositions du présent article auront effet à compter du premier février 1959."

scribed stock, and the nominal value of such debentures, bonds or inscribed stock. The provisions of this section shall take effect as and from the first of February, 1959."

Paiement  
de l'enlè-  
vement de  
la neige.

**14.** Nonobstant toute disposition législative ou réglementaire inconciliable, la cité est autorisée à payer, par résolution du comité exécutif, à même le revenu réel de l'exercice financier 1958-59 tel qu'estimé par le directeur des finances, une somme n'excédant pas deux millions cinq cent mille (\$2,500,000.00) dollars non prévue au budget de cet exercice, pour défrayer le coût de l'enlèvement de la neige et de l'entretien des rues jusqu'au 30 avril 1959.

**14.** Notwithstanding any incompatible legislative or regulatory provision, the city is authorized to pay, by resolution of the executive committee, out of the real revenue for the 1958-59 fiscal year, as estimated by the director of finance, a sum not exceeding two million five hundred thousand (\$2,500,000.00) dollars not provided for in the budget of such fiscal year, to meet the cost of snow removal and street maintenance until April 30th, 1959.

Payment  
of re-  
moval of  
snow.

Pro-  
gramme  
annuel de  
dépenses  
capitales.

**15. 1.** Entre le premier septembre et le 31 décembre de chaque année à compter de l'année 1959, le comité exécutif doit soumettre au conseil un programme de dépenses capitales indiquant:

**15. 1.** Between September first and December 31st of each year as of 1959, the executive committee shall submit to the council a program of capital expenditures showing:

Annual  
program  
of capital  
expend-  
itures.

a) la liste complète des dépenses capitales que la cité entend faire au cours des six (6) prochains exercices financiers, à l'exception toutefois des dépenses visées par l'article 10 du règlement numéro 1735 et de celles que la cité est tenue de payer à même son revenu;

a. the complete list of capital expenditures which the city intends to make during the following six (6) fiscal years, with the exception however of the expenses contemplated by article 10 of by-law number 1735 and those which the city is bound to pay out of its revenue;

b) le coût estimé total de chacune des dépenses capitales énumérées dans cette liste;

b. the total estimated cost of each of the capital expenditures enumerated in such list;

c) l'estimé des déboursés à faire et des engagements à être contractés au cours de chaque exercice pour chacune de ces dépenses capitales;

c. the estimate of the disbursements to be made and of the commitments to be contracted during each fiscal year for each of such capital expenditures;

d) le montant et la provenance des argents, s'il en est, qui ont été déboursés ou engagés ou qui le seront pendant l'exercice financier courant, relativement à chacune de ces dépenses capitales;

d. the amount and source of the funds, if any, which have been or shall be committed during the current fiscal year, concerning each of such capital expenditures;

e) la provenance des argents nécessaires pour payer les déboursés et engagements prévus au paragraphe c.

e. the source of the funds required to pay the disbursements and commitments provided for in paragraph c.

Emprunts  
néces-  
saires.

**2.** Lorsque des dépenses capitales prévues au programme comme devant être faites au cours de l'exercice financier suivant doivent être payées à même le produit d'emprunts, le comité exécutif soumet au conseil en même temps que le programme, un règlement autorisant les emprunts nécessaires pour payer ces dépenses capitales.

**2.** When the capital expenditures provided for in the program as to be made during the following fiscal year must be paid out of the proceeds from loans, the executive committee shall submit to the council together with the program, a by-law authorizing the loans needed to pay such capital expenditures.

Loan ne-  
cessary.



Annula-  
tions.

3. Tout règlement et toute résolution adoptés avant le premier septembre 1959, autorisant un emprunt pour dépenses capitales autres que celles visées par l'article 10 du règlement numéro 1735 et les règlements numéros 2357, 2408 et 2421, sont annulés, à compter de cette date, quant à tout montant pour lequel aucun emprunt n'aura été contracté et contre lequel aucune dépense n'aura été faite ni aucun engagement pris.

Liste rem-  
placée.

4. Le programme prévu par la présente loi tient lieu de la liste de dépenses capitales prévue à l'article 37 du règlement numéro 1735 de la cité.

Change-  
ments.

5. Chaque année par la suite, entre le premier septembre et le 31 décembre le comité exécutif soumettra au conseil les modifications et les additions qu'il recommande de faire au programme de dépenses capitales adopté l'année précédente, ainsi que le règlement autorisant les emprunts nécessaires pour payer les dépenses capitales prévues au programme.

1899,  
c. 58,  
a. 347,  
am.

**16.** L'article 347 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est de nouveau modifié en y remplaçant le premier alinéa par les paragraphes suivants:

Vente  
d'im-  
meubles.

**"347. 1.** Pour la vente des immeubles dont elle est propriétaire, la cité peut demander des soumissions publiques ou procéder par enchère publique ou de gré à gré.

Décision.

2. Il appartient au comité exécutif, sur rapport du directeur des finances et du surintendant de la division des immeubles de la cité, de décider dans chaque cas, de quelle façon la cité entend procéder à la vente.

Vente  
de gré à  
gré.

3. Lorsque la vente est faite de gré à gré, le comité exécutif, sur rapport du directeur des finances et du surintendant de la division des immeubles de la cité, est autorisé à vendre tout immeuble dont le prix ne dépasse pas cinq mille (\$5,000.00) dollars; lorsque le prix dépasse cinq mille (\$5,000.00) dollars, la vente doit, en outre, être approuvée par le conseil.

Vente par  
soumis-  
sion, etc.

4. Dans les cas où le comité exécutif a décidé de demander des soumissions publiques ou de procéder par enchère publique, la mise à prix est dans tous les cas

3. Any by-law and any resolution adopted before September first, 1959, authorizing a loan for capital expenditures other than those covered by article 10 of by-law number 1735 and by-laws numbers 2357, 2408 and 2421 are annulled as of such date, as regards any amount for which no loan has been contracted and against which no expense has been made nor any commitment taken.

Annull-  
ment.

4. The program provided for by this act, replaces the list of capital expenditures covered by article 37 of by-law number 1735 of the city.

List  
replaced.

5. Each year afterwards, between September first and December 31st, the executive committee shall submit to the council the changes and additions it recommends to make in the program of capital expenditures adopted the preceding year, together with the by-law authorizing the loans required to pay the capital expenditures provided for in the program.

Changes.

**16.** Article 347 of the act 62 Victoria, chapter 58, is further amended by replacing the first paragraph thereof by the following paragraphs:

1899,  
c. 58,  
a. 347,  
am.

**"347. 1.** For the sale of immoveables which it owns, the city may call for public tenders or proceed by public auction or by agreement.

Sale of  
immove-  
ables.

2. It devolves upon the executive committee, on report of the director of finance and of the superintendent of the real estate division of the city, to decide in every case, in what manner the city intends to proceed with the sale.

Decision.

3. When the sale is made by agreement, the executive committee, on report of the director of finance and of the superintendent of the real estate division of the city, is empowered to sell any immovable the price of which does not exceed five thousand (\$5,000.00) dollars; when such price exceeds five thousand (\$5,000.00) dollars, the sale shall, in addition, be approved by the council.

Sale by  
agree-  
ment.

4. In cases where the executive committee has decided to call for public tenders or to proceed by public auction, in all cases bids shall be fixed finally by

Sale by  
tender.



Approba- tion.	fixée définitivement par le directeur des finances et le surintendant de la division des immeubles de la cité. 5. Si la mise à prix ainsi fixée excède cinq mille (\$5,000.00) dollars, les conditions de la vente à l'enchère ou les formules de soumissions, selon le cas, doivent être approuvées par le conseil, sur rapport du comité exécutif.	the director of finance and the super- intendent of the real estate division of the city. 5. Should the bid so fixed exceed five thousand (\$5,000.00) dollars, the condi- tions of the auction sale or the tender forms, as the case may be, shall be approved by the council, on report of the executive committee.	Approval.
Vente à l'enchère.	6. Dans les cas d'une vente à l'enchère, l'adjudication de l'immeuble au plus haut enchérisseur, et l'entrée du nom de ce dernier sur le livre de vente de l'encan- teur complète la vente, laquelle ne peut être subordonnée à l'acceptation subséquente du conseil.	6. In the case of a sale by auction, the adjudication of the immovable to the highest bidder and the registration of the name of the latter in the book of sale of the auctioneer completes the sale, which cannot be subject to subsequent accept- ance by the council.	Sale by auction.
Ouverture de sou- missions.	7. Lorsque des soumissions publiques auront été demandées et reçues, elles seront ouvertes par le comité exécutif, et l'immeuble sera vendu au plus haut soumissionnaire.	7. When public tenders shall have been called and received, they shall be opened by the executive committee, and the immovable shall be sold to the highest tenderer.	Opening of ten- ders.
Signature de l'acte de vente.	8. Dans les cas des paragraphes 6 et 7 qui précèdent, l'acte de vente à intervenir entre la cité et l'acquéreur sera signé par le maire et le greffier de la cité après avoir été approuvé par le directeur du contentieux.	8. In the case of preceding paragraphs 6 and 7, the deed of sale to intervene between the city and the purchaser shall be signed by the mayor and the city clerk, after having been approved by the director of the law department.	Signature of deed of sale.
Approba- tion.	9. Par ailleurs, si la mise à prix fixée par le directeur des finances ne dépasse pas cinq mille (\$5,000.00) dollars, les conditions de la vente à l'enchère ou les formules de soumissions, selon le cas, sont approuvées par le comité exécutif. Pour le surplus, les dispositions des paragraphes 6, 7 et 8 qui précèdent sont applicables, sauf que les actes de vente au lieu d'être signés par le maire, doivent l'être par le président du comité exécutif."	9. On the other hand, should the bid up price fixed by the director of finance not exceed five thousand (\$5,000.00) dollars, the conditions of the sale by auction or the tender forms, as the case may be, shall be approved by the executive committee. As to the surplus, the provisions of preceding paragraphs 6, 7 and 8 shall be applicable, except that the deed of sale shall be signed by the chairman of the executive committee instead of being signed by the mayor."	Approval.
1899, c. 58, a. 375a, am.	<b>17.</b> Le paragraphe 1 de l'article 375a de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est de nouveau remplacé par le paragraphe suivant:	<b>17.</b> Paragraph 1 of article 375a of the act 62 Victoria, chapter 58, is again replaced by the following paragraph:	1899, c. 58, a. 375a, am.
Réduction de taxe au cas de bâ- timent rasé par incendie, etc.	"1. Si un bâtiment inscrit sur le rôle d'évaluation est rasé par incendie ou force majeure ou s'il est démoli volontairement, la personne appelée à payer la taxe foncière sur ce bâtiment a droit, pourvu qu'elle en fasse la demande à l'estimateur, à une réduction de cette taxe à compter de la date de la réception de cette demande par l'estimateur.	"1. If a building entered on the valuation roll is razed by fire or by any other act of God or if it is demolished voluntarily, the person called upon to pay the real estate tax on such building shall be entitled, provided a request to that effect be made by such person to the assessor, to a reduction of such tax from the date of the receipt of such request by the assessor.	Reduction of tax in case of building razed by fire, etc.
Plainte au cas de refus.	Si la demande est rejetée par l'estimateur, ce dernier en avise le contribuable	If the request is rejected by the assessor, the latter shall advise accordingly the	Com- plaint in

intéressé qui a trente (30) jours pour déposer une plainte contre cette décision.

Plainte  
sur amen-  
dement  
au rôle.

Par contre, si l'estimateur juge la demande bien fondée, il modifie en conséquence les rôles d'évaluations, il en informe le directeur des finances et il avise le contribuable intéressé, qui a trente (30) jours pour déposer une plainte contre sa décision.

Le directeur des finances calcule le montant de la réduction de taxe, il modifie en conséquence les rôles de contributions foncières, et, s'il y a lieu, effectue les remboursements auxquels le contribuable a droit."

1899,  
c. 58,  
a. 375a,  
am.

**18.** Le paragraphe 2 de l'article 375a de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est de nouveau modifié en y ajoutant, après le deuxième alinéa, l'alinéa suivant:

Pouvoir  
de l'esti-  
mateur,  
etc.

"L'estimateur et le directeur des finances peuvent effectuer de telles modifications, non seulement à l'égard des rôles d'évaluation et de contributions foncières de l'exercice en cours, mais encore à l'égard de ceux de l'exercice financier précédent."

1899,  
c. 58,  
a. 404,  
am.

**19.** Le troisième alinéa de l'article 404 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 1-2 Elizabeth II, chapitre 65, article 21, est de nouveau remplacé par l'alinéa suivant:

Taxe  
exigible  
au cas  
d'expro-  
priation.

"Si la cité exproprie, en partie ou en totalité, un immeuble, elle ne peut exiger de l'exproprié, pour l'année courante, que la proportion des taxes foncières générales ou spéciales correspondant au nombre de jours pendant lesquels l'exproprié a été en possession antérieurement à la prise de possession par la cité aux termes de l'article 442 ou, selon le cas, antérieurement à la date du dépôt de l'indemnité aux termes de l'article 440. Cette proportion est toutefois exigible même si le dépôt est effectué avant la date de l'avis publié par le directeur des finances conformément à l'article 379b de la charte."

1899,  
c. 58,  
a. 406,  
am.

**20.** L'article 406 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

interested ratepayer who shall have thirty (30) days for filing a complaint against such decision. case of refusal.

If, on the other hand, the assessor deems the request well founded, he shall amend accordingly the valuation rolls, he shall inform thereof the director of finance and he shall notify the interested ratepayer who shall have thirty (30) days for filing a complaint against his decision. Com-  
plaint on  
amend-  
ment to  
roll.

The director of finance shall compute the amount of the tax reduction, he shall amend accordingly the real estate tax roll, and, if need be, make the reimbursement to which the ratepayer is entitled."

**18.** Paragraph 2 of article 375a of the act 62 Victoria, chapter 58, is again amended by adding, after the second paragraph, the following paragraph: 1899,  
c. 58,  
a. 375a,  
am.

"The assessor and the director of finance may make such alterations, not only as regards the assessment and real estate tax rolls of the current fiscal year, but also as for those of the preceding fiscal year." Power of  
assessor,  
etc.

**19.** The third paragraph of article 404 of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the act 1-2 Elizabeth II, chapter 65, section 21, is again replaced by the following paragraph: 1899,  
c. 58,  
a. 404,  
am.

"If the city expropriates in whole or in part, an immovable, it shall exact from the expropriated party, for the current year, only the proportion of the general or special real estate taxes corresponding to the number of days during which the expropriated party has been in possession previous to the taking possession by the city under the terms of article 442 or, as the case may be, previous to the date of the deposit of indemnity, under the provisions of article 440. This proportion, however, shall be exigible, even if the deposit has been made before the date of the notice published by the director of finance in conformity with article 379b of the charter." Tax ex-  
igible in  
case of  
expro-  
prietion.

**20.** Article 406 of the act 62 Victoria, chapter 58, is amended by adding the following paragraph: 1899,  
c. 58,  
a. 406,  
am.

Délai. "Le délai pendant lequel doit être payé un montant dû en raison d'une addition ou d'une modification faite à un rôle de perception des taxes personnelles, à un rôle de contributions foncières ou à un rôle de répartition est de trente (30) jours à compter de la date de l'envoi du compte par la cité."

1899, c. 58, a. 414, am. **21.** L'article 414 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est modifié en y remplaçant, dans la dernière ligne, l'année "1959" par l'année "1960".

Id., a. 419a, am. **22.** L'article 419a de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est modifié en y ajoutant, après le premier alinéa, l'alinéa suivant: "Pour l'exercice financier alors en cours, la cité a le droit, cependant, d'exiger la proportion des taxes correspondant au nombre de jours écoulés entre le premier mai et la date du jugement de la Cour supérieure confirmant la modification ou l'addition au plan général de la cité."

Proportion de taxes exigible.

1941, c. 73, a. 79, am. **23.** L'article 79 de la loi 5 George VI, chapitre 73, est modifié en y remplaçant le mot "trois" par le mot "dix".

1899, c. 58, a. 451, aj. **24.** La loi 62 Victoria, chapitre 58, est modifiée en y ajoutant, après l'article 450a, l'article suivant:

Rôle de répartition au cas de possession préalable. **"451. 1.** Nonobstant toutes dispositions législatives inconciliables, lorsque le conseil a décidé la possession préalable des immeubles, parties d'immeubles ou servitudes dont il a décrété l'expropriation, le rôle de répartition, prévu à l'article 450 de la charte, sera préparé par l'inspecteur de la cité ou par l'officier nommé par le comité exécutif, dès que la cité aura déposé, au bureau d'enregistrement de Montréal, les documents prévus à l'article 422 de la charte, et déposé, entre les mains du protonotaire de la Cour supérieure du district de Montréal, un montant égal aux deux tiers de l'évaluation municipale des immeubles, parties d'immeubles ou servitudes expropriés.

Mode de préparation. **2.** Ce rôle sera préparé d'après le coût probable de l'expropriation tel qu'estimé

Delay. "The delay during which must be paid an amount owed by reason of an addition to or of a change on a personal tax collection roll, a real estate tax roll or an apportionment roll shall be thirty (30) days as of the date of the sending of the account by the city."

**21.** Article 414 of the act 62 Victoria, chapter 58, is amended by replacing therein, in the last line, the year "1959" by the year "1960".

**22.** Article 419a of the act 62 Victoria, chapter 58, is amended by adding after the first paragraph, the following paragraph: "For the then current year, the city shall have the right, however, to exact the proportion of taxes corresponding to the number of days elapsed between May first and the date of the judgment of the Superior Court confirming the change in or the addition to the general plan of the city."

Proportion of taxes exigible.

**23.** Section 79 of the act 5 George VI, chapter 73, is amended by replacing therein the word "three" by the word "ten".

**24.** The act 62 Victoria, chapter 58, is amended by adding thereto, after article 450a, the following article:

**"451. 1.** Notwithstanding any inconsistent legislative provision, when the council has decided to take prior possession of immovables, portions of immovables or servitudes the expropriation of which it has ordered, the apportionment roll, provided for in article 450 of the charter, shall be prepared by the city surveyor or the official appointed by the executive committee, as soon as the city has deposited with the Montreal registry office the documents provided for in article 422 of the charter and deposited in the care of the prothonotary of the Superior Court of the district of Montreal, an amount equal to two-thirds of the municipal valuation of the expropriated immovables, portions of immovables or servitudes.

**2.** Such roll shall be prepared in accordance with the probable cost of expro-

Mode of preparing.



par le directeur des finances et le surintendant de la division des immeubles.

Disposi-  
tions ap-  
plicables.

3. Ce rôle de répartition, ainsi préparé, est sujet à toutes les dispositions de l'article 450 quant à l'avis public qui doit en être donné, quant à son examen, aux décisions des plaintes, quant à l'entrée en vigueur du rôle et à la date à laquelle il devient payable.

Revision.

4. Ce rôle est cependant sujet à révision, suivant les dispositions des paragraphes qui suivent du présent article, lorsque le coût réel et définitif de l'expropriation sera établi.

Facture.

5. Toute facture adressée aux propriétaires devra indiquer, d'une façon bien visible, que la répartition est sujette à révision.

Modifi-  
cation sur  
marge.

6. Toute modification au rôle sera faite par l'inspecteur de la cité, ou l'officier nommé par le comité exécutif, en marge du rôle primitif. Chaque changement devra être initialé et un certificat, sous la signature de l'officier compétent, attestant ce changement, devra être apposé sur chaque rôle ainsi modifié.

Réparti-  
tion entre  
proprié-  
taires.

7. Au cas où la répartition se fait entre les propriétaires, suivant la valeur du terrain, les modifications devront se faire en prenant pour base la valeur municipale du terrain telle qu'elle apparaissait au moment où le rôle primitif a été préparé.

Entrée en  
vigueur  
des modi-  
fications.

8. Les modifications apportées à un rôle deviendront en vigueur le premier octobre suivant la date où telles modifications ont été faites par l'inspecteur de la cité, ou l'officier nommé par le comité exécutif, après avoir observé toutes les dispositions de l'article 450 de la charte concernant la préparation et l'entrée en vigueur du rôle.

Rembour-  
sement  
du trop  
perçu.

9. Si la modification a pour effet de réduire le montant payable par les propriétaires, les sommes perçues en trop par la cité, lorsque la taxe apparaissant sur les rôles primitifs aura été payée intégralement, seront remboursées, avec intérêt, et, dans le cas où la taxe est payable par versements, les sommes perçues en trop, plus l'intérêt sur ces sommes éteindront, jusqu'à concurrence de ces sommes, le ou les premiers versements à échoir.

Paiement  
de som-

10. Si la modification a pour effet d'augmenter le montant payable par les

priation, as estimated by the director of finance and the superintendent of the real estate division.

Provisions  
to apply.

3. Such apportionment roll so prepared is subject to all the provisions of article 450 as to the public notice which must be given, relating to its inspection, disposition of complaints, coming into force of the roll and the date on which it becomes payable.

Revision.

4. Nevertheless, such roll is subject to be revised in accordance with the provisions of the paragraphs following this article, when the actual and final cost of expropriation is determined.

Invoice.

5. Any invoice addressed to owners shall mention, in a very apparent manner, that the apportionment is subject to revision.

Alteration  
in margin.

6. Every alteration to the roll shall be made by the city surveyor or the official appointed by the executive committee, in the margin of the original roll. Each change must be initialled and a certificate bearing the signature of the competent official certifying such change, must be affixed on each roll so altered.

Appor-  
tionment  
between  
owners.

7. In the case where the apportionment is made between owners proportionately to the value of the land, the alterations must be based on the municipal value of the land such as entered at the time of the preparation of the original roll.

Coming  
into force  
of altera-  
tions.

8. The alterations made in a roll shall come into force on the first of October following the date on which such alterations were made by the city surveyor, or the official appointed by the executive committee, after having complied with all the provisions of article 450 of the charter relating to the preparation and coming into force of the roll.

Reim-  
burse-  
ment of  
excess  
collected.

9. If the effect of the alteration is to decrease the amount payable by the owners, the excess sums collected by the city, after the tax shown on the original rolls has been paid in full, shall be reimbursed with interest, and in the case where the tax is payable by instalments, the excess sums collected, plus interest thereon shall extinguish, up to the extent of such amounts, the first instalment or instalments to be due.

Payment  
of addi-

10. If the effect of the alteration is to increase the amount payable by the



mes additionnelles. propriétaires, les sommes additionnelles devront être payées soit intégralement ou, si l'intéressé le désire, réparties sur les versements non échûs de la répartition primitive.

Application. 11. Les dispositions du présent article sont applicables à toutes les expropriations dont le coût n'aura pas été réparti à la date de la sanction de la présente loi."

1899, c. 58, a. 455, am. **25.** L'article 455 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est de nouveau modifié en y remplaçant, partout où il se rencontre dans cet article, "\$5.00" par "\$7.00".

Vente autorisée. **26.** Nonobstant toutes dispositions législatives ou réglementaires à ce contraire, le comité exécutif est autorisé à vendre à l'Association Athlétique Nationale de la Jeunesse, pour le prix de quinze mille (\$15,000.00) dollars et autres conditions qu'il jugera acceptables, les lots suivants du cadastre du Village Incorporé de la Côte-de-la-Visitation: les lots numéros 195-178 à 195-216 inclusivement; les lots numéros 195-218 à 195-238 inclusivement; le lot numéro 199-679; les lots numéros 199-787 à 199-799 inclusivement; le lot numéro 199-801; la partie du lot numéro 199-802 située au nord-ouest des lots numéros 199-786 et 199-820; les lots numéros 199-821 à 199-832 inclusivement; les lots numéros 199-834 à 199-844 inclusivement; les lots numéros 199-846 à 199-847 inclusivement; les lots numéros 199-849 à 199-877 inclusivement; les lots numéros 199-879 à 199-884 inclusivement; lesquels lots sont tous compris entre le boulevard Pie IX, la 20ème Avenue, la rue de Bellechasse et la rue Beaubien, dans le quartier Rosemont.

Propriété confirmée. La cité est déclarée propriétaire absolue et à toutes fins que de droit du lot numéro 199-844 ci-dessus mentionné, lequel lot apparaît au cadastre comme formant l'assiette de la 21ème Avenue et a été cédé à la cité pour fins de rue. Cette restriction quant à l'usage du terrain ainsi cédé est abolie.

Acquisitions autorisées. La cité peut, par simple résolution du comité exécutif, acheter ou acquérir par voie d'échange ou exproprier avec ou sans possession préalable les lots numéros 195-217, 199-800, 199-833, 199-845, 199-848 et 199-878 du cadastre du Village Incorporé.

owners, the additional sums must be paid either in a lump sum or, if the interested party so desires, spread upon the instalments not yet due of the original apportionment.

11. The provisions of this article shall apply to all the expropriations whose cost has not yet been divided on the date of the sanction of this act."

**25.** Article 455 of the act 62 Victoria, chapter 58, is again amended by replacing therein, wherever found in such article, "\$5.00" by "\$7.00".

**26.** Notwithstanding any legislative or regulatory provisions to the contrary, the executive committee is authorized to sell to the Association Athlétique Nationale de la Jeunesse, for the price of fifteen thousand (\$15,000.00) dollars and on such other conditions which it deems acceptable, the following lots of the cadastre for the Incorporated Village of Côte-de-la-Visitation: lots number 195-178 to 195-216 inclusively; lots number 195-218 to 195-238 inclusively; lot number 199-679; lots 199-787 to 199-799 inclusively; lot number 199-801; the part of lot number 199-802 located northwest of lots number 199-786 and 199-820; lots number 199-821 to 199-832 inclusively; lots number 199-834 to 199-844 inclusively; lots number 199-846 to 199-847 inclusively; lots number 199-849 to 199-877 inclusively; lots number 199-879 to 199-884 inclusively; the said lots being all comprised between Pie IX Boulevard, 20th Avenue, de Bellechasse street and Beaubien street, in Rosemont ward.

The city is declared absolute owner, and for all legal purposes, of lot 199-844 hereabove mentioned, the said lot appearing in the cadastre as forming the bed of 21st Avenue and having been ceded to the city for street purposes, and this restriction, as to the use of the land ceded, is abolished.

The city may, by simple resolution of the executive committee, purchase or acquire by way of exchange or expropriation with or without previous possession, lots numbers 195-217, 199-800, 199-833, 199-845, 199-848 and 199-878 of the ca-

poré de la Côte-de-la-Visitation, et les céder également par simple résolution du comité exécutif à l'Association Athlétique Nationale de la Jeunesse, et le coût d'acquisition de ces lots sera ajouté au prix de quinze mille (\$15,000.00) dollars ci-dessus mentionné.

A.A.N.J.  
autorisée  
à acqué-  
rir, etc.

Ladite Association Athlétique Nationale de la Jeunesse est autorisée à acquérir et à utiliser tous ces lots pour les fins pour lesquelles elle a été constituée, et en particulier pour y établir un centre récréatif et sportif.

Modifi-  
cation de  
résolution  
autorisée.

**27.** La cité peut modifier, quant à la répartition du coût de l'expropriation, la résolution du conseil adoptée le 18 mars 1955 décrétant l'expropriation de certains immeubles requis pour l'ouverture de la rue Henri-d'Arles et du chemin du Golf, au sud du boulevard Gouin, ainsi que pour l'élargissement à cet endroit de ce boulevard sur son côté sud.

Coût  
d'expro-  
priation.

Elle pourra charger aux propriétaires riverains la proportion du coût de l'expropriation que le conseil jugera à propos de déterminer, et en assumer elle-même la différence.

Modifi-  
cation de  
résolution  
autorisée.

**28.** La cité est autorisée à modifier, quant à la répartition du coût de l'expropriation, la résolution du conseil municipal, adoptée le 4 décembre 1952, décrétant l'acquisition à l'amiable ou par voie d'expropriation, des immeubles requis pour l'ouverture de la rue de Salaberry, entre la rue Pasteur et la Montée Saint-Laurent, conformément au plan S-18 Bordeaux, préparé à cette fin par le service des travaux publics.

Réparti-  
tion.

La cité pourra décréter que la part ainsi expropriée, des propriétaires des immeubles riverains de la rue de Salaberry, sera déterminée à raison du front desdits immeubles.

Paiement.

Quant à la proportion de la part des propriétaires qui serait ainsi payable par des propriétaires d'immeubles riverains de la rue de Salaberry, situés dans les limites de la cité de Saint-Laurent, la cité pourra décider soit que cette proportion sera payable par la cité, soit qu'elle sera ajoutée à la part des propriétaires

dastre for the Incorporated Village of Côte-de-la-Visitation, and cede them to the Association Athlétique Nationale de la Jeunesse, and the cost of acquiring the said lots or their municipal value in the case of an exchange, shall be added to the price of fifteen thousand (\$15,000.00) dollars hereabove mentioned.

The said Association Athlétique Nationale de la Jeunesse is authorized to acquire and to use all those lots for the purposes for which it has been constituted, and particularly to establish thereon a recreational and sports centre.

A.A.N.J.  
author-  
ized to  
acquire.

**27.** The city may amend as regards the apportionment of the cost of the expropriation, the resolution of the council adopted on March 18th, 1955, ordering the expropriation of certain immovables required to open Henri d'Arles street and Golf road, south of Gouin boulevard, and to widen this boulevard at that point on its south side.

Amend-  
ment to  
resolution  
author-  
ized.

It may charge to the bordering proprietors the proportion of the cost of expropriation which the council may deem advisable to determine and may itself assume the difference.

Cost of  
expro-  
priation.

**28.** The city is authorized to amend as regards the apportionment of the cost of the expropriation, the resolution of the municipal council adopted on December 4th, 1952, ordering the acquisition, by mutual agreement or expropriation, of the immovables required to open de Salaberry street, between Pasteur street and Montée Saint-Laurent, pursuant to the S-18 Bordeaux plan, prepared for such purpose by the public works department.

Amend-  
ment to  
resolution  
author-  
ized.

The city may enact that the part so expropriated of the owners of the immovables bordering on de Salaberry street shall be determined proportionately to the frontage of the said immovables.

Appor-  
tionment.

As to the proportion of the part of the owners which would be so payable by the owners of immovables bordering on de Salaberry street, situated within the limits of the city of Saint-Laurent, the city may decide that such proportion shall be payable either by the city or that it shall be added to the part of the

Payment.

d'immeubles riverains situés dans les limites de la cité de Montréal.

owners of bordering immoveables situated within the limits of the city of Montreal.

Contrat  
et règle-  
ment  
validés.

**29.** Le contrat passé devant Me L. A. Marchessault, notaire, le 12 juin 1958, sous le numéro 13,489 de ses minutes, entre la cité de Montréal et l'Hôpital Saint-Luc, et le règlement de la cité portant le numéro 2,412, adopté par le conseil le 2 mai 1958, autorisant l'Hôpital Saint-Luc à construire et garder en place deux tunnels sous la rue Sanguinet pour relier les bâtiments que cette corporation possède de chaque côté de la rue, sont par la présente loi confirmés et déclarés valides, légaux à toutes fins que de droit.

**29.** The contract signed before notary L. A. Marchessault, on June 12th, 1958, under number 13,489 of his minutes, between the city of Montreal and Saint-Luc Hospital and the city by-law bearing number 2,412, adopted by the council on May 2nd, 1958, authorizing Saint-Luc Hospital to construct and keep in place two tunnels under Sanguinet street to connect the buildings which this corporation owns on each side of the street, are hereby confirmed and declared valid, legal for all legal purposes. Contract and by-law validated.

Idem.

**30.** Le contrat passé devant Me L.-A. Marchessault, notaire, le 29 janvier 1959 sous le numéro 13,611 de ses minutes, entre la cité de Montréal et l'Hôpital Saint-Luc, et le règlement de la cité portant le numéro 2,452, adopté par le conseil le 2 décembre 1958, autorisant l'Hôpital Saint-Luc à construire et maintenir une passerelle au-dessus de la rue Sanguinet pour relier les bâtiments que cette corporation possède de chaque côté de la rue, sont par la présente loi confirmés et déclarés valides, légaux à toutes fins que de droit.

**30.** The contract signed before notary L.-A. Marchessault on January 29th, 1959, under number 13,611 of his minutes, between the city of Montreal and Saint-Luc Hospital and the city by-law bearing number 2,452, adopted by the council on December 2nd, 1958, authorizing Saint-Luc Hospital to erect and keep in place a foot-bridge over Sanguinet street, to connect the buildings which this corporation owns on each side of this street, are hereby declared valid, legal for all legal purposes. Idem.

Acte  
validé.

**31.** Est déclaré valide et légal à toutes fins que de droit l'acte reçu devant Me L. A. Marchessault, notaire, le 29 décembre 1958, sous le numéro 13,594 de ses minutes, par lequel la cité de Montréal et l'Hôpital Saint-Luc conviennent de prolonger d'un an la durée du contrat par lequel la cité a loué à l'hôpital un certain emplacement sur la rue Sherbrooke pour y construire et maintenir un hôpital pour les personnes atteintes de maladies contagieuses, lequel contrat a été ratifié par l'article 5 de la loi 22 George V, chapitre 133.

**31.** Is declared valid and legal the deed sign before notary L.-A. Marchessault, on December 29th, 1958, under number 13,594 of his minutes, whereby the city of Montreal and Saint-Luc Hospital agree to extend by one year the duration of the contract whereby the city leased to the hospital a certain site located on Sherbrooke street to erect thereon and maintain a hospital for persons affected by communicable diseases, which contract was ratified by the act 22 George V, chapter 133. Deed validated.

Acte de  
vente  
validée.

**32.** Est déclaré valide et légal à toutes fins que de droit l'acte de vente des appartements Drummond Court par la cité de Montréal à Gilford Realities Limited reçu devant Me L. A. Marchessault, notaire, le 29 janvier 1959, sous le numéro 13,613 de ses minutes.

**32.** The deed of sale of the Drummond Court Apartments by the city of Montreal to Gilford Realities Limited, signed before notary L.-A. Marchessault, on January 29th, 1959, under number 13,613 of his minutes is declared valid and legal for all legal purposes. Deed of sale validated.

Acte d'é-  
change  
validé.

**33.** Est déclaré valide et légal l'acte d'échange entre la cité de Montréal et

**33.** Is declared valid and legal the deed of exchange between the city of Deed of exchange validated.



l'Hôpital Notre-Dame, reçu devant Me L. A. Marchessault, notaire, le 9 janvier 1959, sous le numéro 13,599 de son répertoire et enregistré le 15 du même mois au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 1,382,950, par lequel la cité cède à l'hôpital les terrains formant l'assiette de la rue Rottot et d'une partie de la rue Maisonneuve, dont elle a décrété la fermeture par les règlements numéros 2444 et 2445, et reçoit en retour de l'hôpital certains lots destinés à l'ouverture d'une rue, entre les rues de Maisonneuve et Champlain.

Propriété  
confirmée  
et vente  
autorisée.

**34.** La cité de Montréal est déclarée propriétaire à toutes fins que de droit et est autorisée à vendre à Les Curé et Marguilliers de L'Oeuvre et Fabrique de la Paroisse des Saints-Martyrs-Canadiens pour le prix de un (\$1.00) dollar et autres considérations le terrain formant l'assiette de la ruelle sise entre les rues Sauriol, Sauvé, de Martigny et Parthenais, étant une partie du lot de subdivision numéro 163-567 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, mesurant douze (12) pieds de largeur par cinq cent vingt-sept (527) pieds de longueur et ayant une superficie de six mille trois cent vingt-quatre (6,324) pieds carrés, mesure anglaise, plus ou moins, le tout tel que montré par les lettres A B C D sur le plan numéro 57 Sault-au-Récollet daté du 23 janvier 1958, portant la signature du directeur du service des travaux publics et déposé dans ses bureaux.

Idem.

**35.** La cité de Montréal est déclarée propriétaire à toutes fins que de droit et est autorisée à vendre à La commission des écoles catholiques de Montréal, aux conditions qu'elle jugera à accepter le terrain formant l'assiette de la ruelle sise entre les rues Sauriol, Fleury, de Martigny et Partenais, étant une partie du lot de subdivision numéro 163-325 du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, mesurant douze (12) pieds de largeur par quatre cent cinquante-trois (453) pieds environ, et ayant une superficie de cinq mille quatre cent quarante (5,440) pieds carrés, mesure anglaise, plus ou moins, le tout tel que montré par les lettres A B C D sur le plan numéro P-59 Sault-au-

Montreal and Notre-Dame Hospital, received before notary L. A. Marchessault, on January 9th, 1959, under number 13,599 of his minutes and registered on the 15th of the same month at the registry office of Montreal under number 1,382,950, whereby the city cedes to the hospital the land being the site of Rottot street and of part of Maisonneuve street, the closing whereof it has enacted by by-laws numbers 2,444 and 2,445, and received in return from the hospital certain lots for the purposes of opening a street, between Maisonneuve and Champlain streets.

**34.** The city of Montreal is declared the owner for all legal purposes and is authorized to sell to the Pastor and Wardens of L'Oeuvre et Fabrique de la Paroisse des Saint-Martyrs-Canadiens, for the price of one (\$1.00) dollar and other considerations, the lane situated between Sauriol, Sauvé, de Martigny and Parthenais streets, forming part of subdivision lot number 163-567 of the cadastre for the parish of Sault-au-Récollet, measuring twelve (12) feet in width by five hundred and twenty-seven (527) feet in length, and having an area of six thousand three hundred and twenty-four (6,324) square feet, English measure, more or less, the whole as shown by the letters A B C D on plan number 57 Sault-au-Récollet, dated January 23rd, 1958, bearing the signature of the director of the public works department and deposited in his offices.

Owner-  
ship con-  
firmed  
and sale  
author-  
ized.

**35.** The city of Montreal is declared the owner for all legal purposes and is authorized to sell to the Montreal Catholic School Commission, on the conditions which it shall deem advisable to accept, the lane situated between Sauriol, Fleury, de Martigny and Partenais streets, forming part of subdivision lot number 163-325 of the cadastre for the parish of Sault-au-Récollet, measuring twelve (12) feet in width by four hundred and fifty-three (453) feet, approximately, and having an area of five thousand four hundred and forty (5,440) square feet, English measure, more or less, the whole as shown by the letters A B C D on plan number P-59, Sault-au-Récollet, dated June 9th, 1958,

Idem.



Récollet daté du 9 juin 1958, portant la signature du directeur des travaux publics et déposé dans ses bureaux.

bearing the signature of the director of the public works department and deposited in his offices.

Propriété  
confirmée  
et vente  
autorisée.

**36.** La cité de Montréal est déclarée propriétaire à toutes fins que de droit et est autorisée à vendre à La commission des écoles catholiques de Montréal, pour fins éducationnelles et au prix d'un (\$1.00) dollar, le terrain formant l'assiette des ruelles situées entre la rue de Bellechasse, le boulevard Rosemont et les 27ième et 28ième Avenues du quartier Rosemont, tel que montré par les lettres A B C D E F G H J K L et M sur le plan numéro V-71 Rosemont, daté du 10 septembre 1958, portant la signature du directeur du service des travaux publics et déposé dans ses bureaux.

**36.** The city of Montreal is declared the owner for all legal purposes and is authorized to sell to the Montreal Catholic School Commission, for educational purposes and a price of one (\$1.00) dollar, the land forming the width of the lanes situated between de Bellechasse street, Rosemont boulevard and the 27th and 28th Avenues of Rosemond ward, as shown by the letters A B C D E F G H J K L and M on plan number V-71 Rosemont, dated September 10th 1958, bearing the signature of the director of the public works department and deposited in his offices.

Owner-  
ship con-  
firmed  
and sale  
author-  
ized.

1899,  
c. 58,  
a. 477,  
am.

**37.** Le troisième alinéa de l'article 477 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 5-6 Elizabeth II, chapitre 56, article 1, est de nouveau remplacé par l'alinéa suivant:

**37.** The third paragraph of article 477 of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the act 5-6 Elizabeth II, chapter 56, section 1, is again replaced by the following:

1899,  
c. 58,  
a. 477,  
am.

Traite-  
ments.

"Le traitement annuel du juge en chef de la Cour municipale de la cité de Montréal est de seize mille (\$16,000.00) dollars et celui de chacun des autres juges, de quatorze mille (\$14,000.00) dollars."

"The annual salary of the chief judge of the Municipal Court of the city of Montreal shall be sixteen thousand (\$16,000.00) dollars and the salary of each of the other judges shall be fourteen thousand (\$14,000.00) dollars."

Salaries.

1899,  
c. 58,  
a. 477c,  
am.

**38.** L'article 477c de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel que remplacé par la loi 15-16 George VI, chapitre 65, article 13, et modifié par 1-2 Elizabeth II, chapitre 65, article 29, est de nouveau modifié en y remplaçant le premier alinéa par le suivant:

**38.** Article 477c of the act 62 Victoria, chapter 58, as replaced by the act 15-16 George VI, chapter 65, section 13, and amended by 1-2 Elizabeth II, chapter 65, section 29, is again amended by replacing the first paragraph thereof by the following:

1899,  
c. 58,  
a. 477c,  
am.

Pension  
aux veu-  
ves des  
juges de  
la Cour  
muni-  
cipale.

"La cité doit payer à la veuve de tout juge de la Cour municipale de la cité de Montréal, une pension annuelle égale au quart du traitement que son mari recevait lors de son décès ou lors de sa mise à la retraite, pourvu toutefois que ce juge municipal ait exercé ses fonctions comme tel pendant au moins cinq (5) ans. Cette pension lui sera versée pendant viduité, par versements mensuels égaux, payables d'avance le premier de chaque mois, et sera incessible et insaisissable."

"The city shall pay to the widow of any judge of the Municipal Court of the city of Montreal, an annual pension equal to one-fourth of the salary received by her husband at the time of his death or retirement, provided however, that such judge has held office as such during at least five (5) years. She shall be paid such pension during widowhood, by monthly equal instalments payable in advance on the first of each month, and it shall be unassignable and unseizable."

Pension to  
widows of  
judges  
of Mu-  
nicipal  
Court.

1899,  
c. 58,  
a. 300,  
am.

**39.** L'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, est de nouveau modifié en y

**39.** Section 300 of the act 62 Victoria, chapter 58, is again amended by adding

1899,  
c. 58,  
a. 300,  
am.

ajoutant après le paragraphe 138, le paragraphe suivant:

Guides  
et con-  
ducteurs  
touristi-  
ques.

"138a. Pour régler la gouverne et la discipline des guides touristiques et des conducteurs touristiques, fixer le maximum de la rémunération qu'ils auront le droit d'exiger pour leurs services, leur accorder des permis ou licences, fixer le montant, les conditions et les modalités de l'émission de ces permis et statuer sur leur révocation."

after paragraph 138, the following paragraph:

"138a. To regulate the conduct and discipline of touristic guides and conductors, fix the maximum remuneration which they will be entitled to demand for their services, grant them permits or licences, fix the cost, conditions and methods for the issuing of such permits and make rulings for their cancellation."

Touristic  
guides  
and con-  
ductors.

Évalua-  
tion ré-  
duite sur  
certaines  
maisons  
d'habi-  
tation.

40. Pour les fins de l'imposition de la contribution foncière annuelle ordinaire, l'évaluation de toute maison d'habitation d'un seul logement, construite entre le premier juin 1948 et le premier juin 1961, et occupée par son propriétaire, est à compter du premier mai 1959 réduite de cinquante (50%) pour cent, pourvu que dans aucun cas le montant de cette réduction n'excède pas six mille (\$6,000.00) dollars et que la valeur inscrite pour cette maison au rôle d'évaluation déposé le premier décembre 1958 y compris les modifications et additions qui peuvent y être faites suivant la loi, n'excède pas quatorze mille (\$14,000.00) dollars.

40. For the purpose of levying the ordinary annual real estate tax, the assessed value of any one-family dwelling-house, erected during the period extending from June first, 1948 to June first, 1961, and occupied by its owner, will be reduced, starting May first, 1959, by fifty (50%) per cent, provided that the amount of this reduction does not, in any case, exceed six thousand (\$6,000.00) dollars and that the value thereof entered on the valuation roll, recorded on December first, 1958, including the alterations and improvements legally executed, does not exceed fourteen thousand (\$14,000.00) dollars.

Valuation  
reduced  
on certain  
dwelling-  
houses.

Durée.

Cette réduction est accordée pour une période de quinze (15) ans,

This reduction is granted for a period of fifteen (15) years, Duration.

a) à compter du premier mai 1959 pour les maisons construites entre le premier juin 1957 et le 30 avril 1959;

a. starting May first, 1959, for the houses erected during the period extending from June first, 1957 to April 30th, 1959;

b) à compter du premier mai suivant la date à laquelle la maison a commencé à être occupée par son propriétaire pour celles construites entre le premier mai 1959 et le premier juin 1961.

b. starting the first of May following the date when it was first occupied by the owner as regards those erected during the period extending from May first, 1959 and June first, 1961.

Restriction.

Toutefois, quant aux maisons construites entre le premier juin 1948 et le premier juin 1957, cette réduction est accordée à compter du premier mai 1959, mais seulement pour le nombre d'années à courir pour compléter une période de quinze ans à compter du premier mai suivant la date à laquelle la construction a été terminée.

However, as regards dwellings built between June first, 1948, and June first, 1957, this reduction is granted effective May first, 1959, but only for the number of years required to complete a period of fifteen years starting on the first of May following the date of the completion of the construction. Restriction.

Extinction de  
commutation.

Lorsque les conditions requises pour avoir droit à la commutation de taxe cessent d'exister, cette commutation s'éteint à compter de l'exercice financier suivant, mais advenant que ces conditions recommencent d'exister, la commutation revivra pour le reste de la période à courir à compter de l'exercice financier suivant.

When the conditions required to warrant a commutation of a tax no longer exist, this commutation ceases when the next fiscal period starts, but should these conditions be again encountered, the commutation again comes into force for the balance of the period unspent starting with the next fiscal period.

Commu-  
tation to  
cease.

Augmen-  
tation

La commutation de taxe ne s'éteint pas par suite d'une augmentation à plus de

The commutation of the tax is not abolished following an increase of more Increase  
of valu-  
ation.

d'évaluation. quatorze mille (\$14,000.00) dollars de l'évaluation foncière de la maison d'habitation pour laquelle elle a été accordée, sauf lorsque cette augmentation résulte d'additions, de modifications ou d'améliorations faites à la construction.

Propriétaire de plus d'une maison. Aucune commutation de taxe n'est accordée en vertu du présent article à une personne qui est propriétaire de plus d'une maison d'habitation située sur l'Ile de Montréal.

Entrée en vigueur. 41. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

than fourteen thousand (\$14,000.00) dollars in the real estate value of the dwelling towards which it was granted, save if this increase is due to additions, alterations or improvements undertaken.

No commutation of a tax is granted under the provision of this section to a person who is owner of more than one dwelling on the Island of Montreal.

41. This act shall come into force on the day of its sanction.

## SECTION II

## DIVISION II

## Loi concernant La Corporation de Montréal Métropolitain

## An Act respecting The Montreal Metropolitan Corporation

Titre.	<b>1.</b> La présente loi peut être citée sous le titre de <i>Loi concernant La Corporation de Montréal Métropolitain</i> .	<b>1.</b> The present act may be cited under the title of <i>An Act respecting The Montreal Metropolitan Corporation</i> .	Title.
Interprétation:	<b>2.</b> Dans la présente loi, à moins que le contexte n'impose un sens différent, les termes suivants désignent:	<b>2.</b> In the present act, unless the context requires a different meaning, the following terms shall mean:	Interpretation:
"corporation";	a) "corporation": La Corporation de Montréal Métropolitain créée par l'article 3 de la présente loi;	a. "corporation": The Montreal Metropolitan Corporation created by article 3 of the present act;	"corporation"
"conseil";	b) "conseil": le conseil de la corporation constituée en vertu de la présente loi;	b. "council": the council of the corporation constituted in virtue of this act;	"coun-"; cil";
"district métropolitain";	c) "district métropolitain": le territoire compris, au moment de la sanction de la présente loi, dans les limites des municipalités suivantes, savoir: La cité de Montréal, la cité de Westmount, la cité d'Outremont, la cité de Verdun, la cité de Lachine, la ville Saint-Pierre, la cité de Lasalle, la ville de Hampstead, la cité de Saint-Laurent, la ville Mont-Royal, la ville de Montréal-Ouest, la cité Montréal-Nord, la cité de Saint-Michel, la ville de Montréal-Est, la cité de la Pointe aux Trembles et toute autre municipalité admise en vertu de l'article 4 de la présente loi;	c. "metropolitan district": the territory comprised, at the time of the sanction of this act, within the limits of the following the municipalities: the city of Montreal, the city of Westmount, the city of Outremont, the city of Verdun, the city of Lachine, the town of Saint-Pierre, the city of Lasalle, the town of Hampstead, the city of Saint-Laurent, the town of Mount Royal, the town of Montreal-West, the city of Montreal-North, the city of Saint-Michel, the town of Montreal-East, the city of Pointe aux Trembles and any other municipality admitted in virtue of section 4 of this act;	"metro- politan district";
"municipalité";	d) "municipalité": selon le contexte, une municipalité ou une corporation municipale.	d. "municipality": according to the context, a municipality or municipal corporation.	"municipality";
Création. Nom.	<b>3.</b> Une corporation est créée sous le nom de "La Corporation de Montréal Métropolitain" et elle a son siège social dans la cité de Montréal.	<b>3.</b> A corporation is hereby created under the name of "The Montreal Metropolitan Corporation" and its head office shall be in the city of Montreal.	Creation. Name.
Addition de municipalités.	<b>4.</b> Toute municipalité de l'île de Montréal autre que celles énumérées à l'alinéa c de l'article 2 peut, par une résolution adoptée à la majorité absolue des membres de son conseil, déclarer qu'elle désire faire partie du district métropolitain. Cette résolution doit être approuvée par la corporation et entre en vigueur à compter de l'approbation de ladite résolution par la Commission municipale de Québec et de sa publication dans la <i>Gazette officielle de Québec</i> ; dès lors cette municipalité fait partie du district métropolitain.	<b>4.</b> Every municipality of the island of Montreal other than those mentioned in paragraph c of section 2 may, by resolution passed by the absolute majority of the members of its council, declare that it wishes to form part of the metropolitan district. Such resolution must be approved by the corporation and shall come into force as from the approval of the said resolution by the Quebec Municipal Commission and its publication in the <i>Quebec Official Gazette</i> ; thereafter such municipality forms part of the metropolitan district.	Adhesion of municipalities.



Conseil.

5. Les pouvoirs de la corporation sont exercés par un conseil composé des membres suivants: un président, un membre pour chacune des municipalités du district métropolitain autres que la cité de Montréal et un nombre de membres représentant la cité de Montréal égal à celui des autres municipalités comprises dans le district métropolitain.

Nominations.

6. Le président est nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil. Le maire de la cité de Montréal, tant qu'il exerce ses fonctions, fait partie des membres représentant la cité de Montréal. Les autres sont nommés par le conseil municipal de Montréal, sans qu'il soit besoin d'un rapport du comité exécutif de la cité. Ces derniers ne doivent pas être membres du comité exécutif de la cité. S'ils ne sont pas membres du conseil municipal de Montréal, ils doivent être contribuables de la cité de Montréal, domiciliés et résider dans les limites de la cité de Montréal depuis au moins un an avant la date de leur nomination.

Idem.

Chacun des membres représentant les municipalités autres que la cité de Montréal est nommé par le conseil de la corporation municipale intéressée et parmi ses membres.

Vice-président.

Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme, durant bon plaisir, un vice-président parmi les membres représentant les municipalités du district métropolitain.

Délai pour compléter nominations.

7. Les nominations des membres du conseil doivent être complétées dans les vingt (20) jours de la sanction de la présente loi quant à la première nomination et dans les quinze (15) jours de la vacance, dans le cas des nominations subséquentes. Les assemblées requises pour ces nominations sont convoquées par le greffier ou le secrétaire-trésorier de chaque corporation municipale.

Nominations par lieutenant-gouverneur en conseil

Si les municipalités ne complètent pas ces nominations dans les délais ci-dessus, elles peuvent être faites par le lieutenant-gouverneur en conseil, et, dans ce cas, il n'est pas nécessaire que la personne nommée soit membre d'un conseil municipal. Cependant, les municipalités peu-

Council.

5. The powers of the corporation shall be exercised by a council consisting of the following members: a chairman, a member for each of the municipalities of the metropolitan district other than the city of Montreal and a number of members representing the city of Montreal equal to that of the other municipalities comprised within the metropolitan district.

Appointments.

6. The chairman is appointed by the Lieutenant-Governor in Council. The mayor of the city of Montreal, as long as he is in office, shall form part of the members representing the city of Montreal. The others are appointed by the municipal council of Montreal without it being necessary to have a report from the executive committee of the city. The latter must not be members of the executive committee of the city. If they are not members of the municipal council of Montreal, they must be ratepayers of the city of Montreal domiciled and residing within the limits of the city of Montreal since at least one year before the date of their appointment.

Idem.

Each of the members representing municipalities other than the city of Montreal is appointed by the council of the interested municipal corporation and from amongst its members.

Vice-chairman.

The Lieutenant-Governor in Council appoints, during pleasure, a vice-chairman from amongst the members representing the municipalities of the metropolitan district.

Delay to complete appointment.

7. The appointments of the members of the council must be completed within the twenty (20) days following the sanction of this act as to the first appointment and within the fifteen (15) days of the vacancy as to subsequent appointments. The meetings required for such appointment are called by the clerk or the secretary-treasurer of each municipal corporation.

Appointments by Lieutenant-Governor in Council.

If the municipalities do not complete such appointments within the above delays, they may be made by the Lieutenant-Governor in Council, and, in such case, it shall not be necessary that the person appointed be member of a municipal council. However the municipali-

vent faire après le délai fixé les nominations ci-dessus prévues, tant qu'elles n'ont pas été effectuées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

ties may make, after the delay fixed, the appointments above contemplated, as long as they have not been made by the Lieutenant-Governor in Council.

Durée  
d'office.

**8.** Les membres du conseil autres que le président et le maire de Montréal demeurent en fonction durant trois ans à compter de leur nomination. Au cas de vacance, le remplaçant est nommé pour un terme de trois ans à compter de sa nomination.

**8.** The members of the council other than the chairman and the mayor of Montreal shall remain in office during three years as from their appointment. In case of vacancy, the substitute is appointed for a term of three years as from his appointment.

Term of  
office.

Vacances.

Au cours du terme d'office du titulaire, la fonction de président et de membre du conseil devient vacante par le décès du titulaire, sa démission, sa destitution par un tribunal compétent ou par son absence continue des séances du conseil pendant trois mois consécutifs, à moins que ce délai ne soit prolongé par la Commission municipale de Québec pour un terme additionnel n'excédant pas deux mois.

During the term of office of the appointee, the office of chairman and of member of the council becomes vacant by death, resignation, destitution by competent court or by continued absence from the meetings of the council during three consecutive months, unless such delay be prolonged by the Quebec Municipal Commission for an additional term not exceeding two months.

Vacancies.

Indemnités.

**9.** L'indemnité du président du conseil et l'indemnité additionnelle du vice-président du conseil sont fixées par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**9.** The indemnity of the chairman of the council and the additional indemnity of the vice-chairman of the council shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Indemnities.

Idem.

L'indemnité des membres du conseil est fixée par le conseil et ne doit pas excéder trois mille (\$3,000.00) dollars par an, dont mille (\$1,000.00) dollars pour frais de représentation et autres frais incidents à la charge. Elle est payable par versements mensuels, égaux et consécutifs, le dernier de chaque mois.

The indemnity of the members of the council shall be fixed by the council and shall not exceed three thousand (\$3,000.00) dollars per annum, whereof one thousand (\$1,000.00) dollars for entertainment expenses and other expenses incidental with the office. It shall be payable by monthly, equal and consecutive instalments, the last day of each month.

Idem.

Païement.

Ces indemnités sont payées par la corporation et font partie de ses frais d'administration.

Such indemnities shall be paid by the corporation and shall form part of its administrative expenses.

Payment.

Inéligibilité.

**10.** Nul ne peut être nommé membre du conseil ni exercer cette charge s'il est partie ou intéressé, directement ou indirectement, dans un contrat avec la corporation ou avec une corporation municipale du district métropolitain ou s'il est membre d'une société ayant un tel contrat.

**10.** No person may be appointed as member of the council or fill such office if he is a party or interested, directly or indirectly, in a contract with the corporation or a municipal corporation of the metropolitan district or if he is a member of a firm having such contract.

Ineligibility.

Idem.

Si, au cours de l'exercice de sa charge, un membre du conseil acquiert un tel intérêt par succession ou donation, il doit en disposer dans les soixante jours de cette acquisition.

If, during the exercise of his office, a member of the council acquires such an interest through succession or gift, he must dispose thereof within sixty days of such acquisition.

Idem.

Exception.

Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux actionnaires dans une compagnie constituée de bonne foi en corporation.

The provisions of this section shall not apply to shareholders of a company incorporated in good faith.

Exception.

Serment requis.

**11.** Les membres du conseil, avant d'entrer en fonction, prêtent, devant un juge de district, le serment d'office suivant:

"Je, \_\_\_\_\_, membre du conseil de La Corporation de Montréal Métropolitain, jure que je remplirai fidèlement et au meilleur de mon jugement et de ma compétence, les devoirs de la charge à laquelle j'ai été nommé. Ainsi Dieu me soit en aide."

Certificat.

Un certificat attestant la prestation de ce serment fait partie des archives de la corporation.

**11.** The members of the council, before taking office, shall take before a district judge, the following oath of office:

"I, \_\_\_\_\_, a member of the council of The Montreal Metropolitan Corporation, swear that I will perform faithfully and to the best of my judgment and ability, the duties of the office to which I have been appointed. So help me God."

Oath required.

A certificate attesting the taking of such oath shall form part of the archives of the corporation.

Certificate.

Devoirs et pouvoirs du président.

**12.** Le président est le chef du conseil et, comme tel,

a) il convoque et préside les assemblées du conseil métropolitain dont il détermine l'ordre du jour;

b) il vote en tout temps et donne son vote prépondérant en cas de partage égal des voix;

c) il signe les procès-verbaux, les règlements, les résolutions, les contrats, les bons, les obligations, les débetures et les documents officiels de la corporation;

d) il est *ex officio* membre de tous les comités du conseil métropolitain et il a tous les droits et pouvoirs attachés à ces fonctions mais sans autre rémunération que celle qu'il reçoit comme président du conseil métropolitain;

e) il exerce le droit de surveillance et de contrôle sur toutes les activités et les officiers de la corporation et il veille à l'observance et à l'exécution fidèles et impartiales de la loi ainsi que des règlements de la corporation.

**12.** The chairman shall be the head of the council and, as such,

a. he shall convene and preside over the meetings of the metropolitan council, the order of the day whereof he shall determine;

b. he shall vote at all times and shall have a casting vote in case of equality of votes;

c. he shall sign the minutes, the by-laws, the resolutions, the contracts, the bonds, the debentures and the official documents of the corporation;

d. he shall *ex officio* be a member of all the committees of the metropolitan council and he shall have all the rights and powers attached to such functions but without any other remuneration than that which he shall receive as chairman of the metropolitan council;

e. he shall exercise the right of supervision and control over all the activities and officers of the corporation and he shall see to the correct and impartial observance and execution of the law and of the by-laws of the corporation.

Duties and powers of chairman.

Id., du vice-président.

**13.** Pendant l'absence du président, son incapacité d'agir ou une vacance dans sa charge, le vice-président le remplace dans l'exercice de sa fonction avec les mêmes pouvoirs, droits et prérogatives, y compris le vote prépondérant aux assemblées du conseil.

Vice-président temporaire.

Advenant l'absence ou l'incapacité d'agir simultanées du président et du

**13.** During the absence of the chairman, his inability to act or vacancy in his office, the vice-chairman shall replace him in the exercise of his office with the same powers, rights and prerogatives including a casting vote at the meetings of the council.

In case of simultaneous absence or inability to act of the chairman and vice-

Id., of vice-chairman.

Temporary vice-chairman.

vice-président, ou une vacance dans les deux charges à la fois, le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner, pour la durée de cette vacance, ou pour le laps de temps qu'il détermine, un autre membre du conseil pour agir comme vice-président intérimaire; celui-ci, pendant qu'il agit en cette qualité, exerce les fonctions et est investi des pouvoirs, droits et prérogatives attribués au vice-président en titre par l'alinéa précédent.

Rémunération.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le paiement, par la corporation, d'une rémunération supplémentaire au vice-président intérimaire, pour ses services et dépenses dans l'exercice de ses fonctions comme tel.

Assemblées.

**14.** Les assemblées du conseil sont tenues aux endroits, dates et heures fixés par le président du conseil et sont convoquées par lui au moyen d'un avis écrit adressé à chaque membre du conseil sous pli recommandé au moins quarante-huit heures avant l'heure fixée.

Première.

La première assemblée devra être tenue dans les trente jours qui suivront la sanction de la présente loi.

Convocation au cas de refus du président.

Si, en quelque temps que ce soit, le président refuse de convoquer une assemblée du conseil quant elle est jugée nécessaire par au moins dix membres de ce conseil, ces derniers peuvent ordonner la convocation de cette assemblée en faisant parvenir une demande par écrit signée par eux au secrétaire de la corporation qui doit, sur réception de cette demande, convoquer l'assemblée de la manière cidessus prescrite. Dans ce cas, l'avis de convocation spécifie les affaires pour lesquelles l'assemblée est convoquée.

Quorum.

Le quorum des assemblées du conseil est de dix-neuf membres et les décisions sont prises à la majorité des membres présents.

Règles de procédure.

**15.** Le conseil peut, par règlement, édicter des règles de procédure pour la conduite de ses affaires, pourvu que ces règles ne soient pas incompatibles avec la présente loi.

Comités.

Il peut, par simple résolution, former des comités et délimiter leurs attributions.

chairman, or vacancy in both offices at the same time, the Lieutenant-Governor in Council may for the time of such vacancy or a period determined by him, appoint another member of the council to act as temporary vice-chairman; the latter, for the period when he acts in such capacity, shall exercise the functions and is vested with the powers rights and prerogatives bestowed on the acknowledged vice-chairman by the foregoing paragraph.

The Lieutenant-Governor in Council may authorize the payment, by the corporation, of supplementary remuneration to the temporary vice-chairman, for his services and expenses in the discharge of his duties as such.

Remuneration.

**14.** The meetings of the council shall be held at the place, on the date and at the hour fixed by the chairman of the council and shall be convened by him by written notice addressed to each member of the council by registered mail at least forty-eight hours before the hour fixed.

Meetings.

The first meeting shall be held within thirty days following the sanction of this act.

First.

If at any time whatsoever the chairman refuses to convene a meeting of the council when such shall be deemed necessary by at least ten members of the council, the latter may order such meeting to be convened by sending a written request signed by them to the secretary of the corporation who shall, on receipt of such request, convene the meeting in the above prescribed manner. In such case, the convocation notice shall specify the business for which the meeting shall be convened.

Calling in case of refusal of chairman.

The quorum of the meetings of the council shall be nineteen members and the decisions shall be taken by the majority of the members present.

Quorum.

**15.** The council may, by by-law, make rules of procedure for the conduct of its affairs, provided such rules be not inconsistent with this act.

Rules of procedure.

It may, by mere resolution, create committees and determine their attributions.

Committees.



Pouvoirs  
et droits.

**16.** La corporation a tous les pouvoirs et les droits d'une corporation. En particulier, elle peut ester en justice, acquérir et posséder tous biens meubles et immeubles et exercer tous les pouvoirs nécessaires à l'exécution de la présente loi.

**16.** The corporation shall have all the powers and the rights of a corporation. Particularly, it may appear before the courts, acquire and possess any moveable and immovable property and exercise all the powers required for the execution of this act.

Powers  
and  
rights.Secré-  
taire.

**17.** Le conseil nomme un secrétaire dont il détermine les fonctions et la rémunération.

**17.** The council shall appoint a secretary whose functions and remuneration it shall determine.

Secretary.

Em-  
ployés,  
etc.

Il peut aussi nommer, aux conditions qu'il fixe, les employés dont il a besoin et utiliser les services de techniciens, d'experts, de conseillers juridiques, d'ingénieurs et de toutes autres personnes qu'il juge nécessaires ou utiles.

It may also appoint, on the conditions which it shall determine, the employees it shall need and engage the services of technicians, experts, legal counsel, engineers and any other persons it shall deem necessary or useful.

Em-  
ployees,  
etc.Com-  
mission  
abolie.  
Effet.

**18.** Trente jours après la sanction de la présente loi, la Commission métropolitaine de Montréal existant en vertu de la loi 11 George V, chapitre 140, et ses amendements, est abolie. Sous réserve de la présente loi, les pouvoirs qui lui étaient accordés et les devoirs qui lui étaient imposés par toute loi deviennent les pouvoirs et les devoirs de la corporation et la corporation est à toutes fins substituée à la Commission métropolitaine de Montréal.

**18.** Thirty days after the sanction of this act, the Montreal Metropolitan Commission existing in virtue of the act 11 George V, chapter 140, and its amendments, shall be abolished. Subject to this act, the powers which had been granted to it and the duties which had been imposed upon it by any law shall become the powers and the duties of the corporation and the corporation shall for all purposes be substituted to the Montreal Metropolitan Commission.

Com-  
mission  
abolished.  
Effect.Applica-  
tion.

Ceux que de ces pouvoirs et devoirs qui ne concernent que les corporations municipales énumérées à l'article 2 de la loi 11 George V, chapitre 140, s'appliqueront à toute corporation municipale faisant partie du district métropolitain lors de l'entrée en vigueur de la présente loi et, à compter de la date de son inclusion dans le district métropolitain, à toute autre corporation municipale qui en fera partie à l'avenir.

Such powers and duties as concern only the municipal corporations mentioned in section 2 of the act 11 George V, chapter 140, shall apply to every municipal corporation forming part of the metropolitan district at the coming into force of this act and, from the date of being included in the metropolitan district to any other municipal corporation which hereafter will form part thereof.

Applica-  
tion.Biens,  
etc., dé-  
volus à la  
corpora-  
tion.

Trente jours après la sanction de la présente loi et sous réserve de ses dispositions, tous les biens, droits et actifs ainsi que toutes les obligations émises ou toutes autres obligations ou engagements et dettes de la Commission métropolitaine de Montréal deviennent des biens, droits et actifs ainsi que des obligations et dettes de la corporation.

Thirty days after the sanction of this act and subject to its provisions, all properties, rights and assets, as well as all bonds and any other obligations or engagements and debts of the Montreal Metropolitan Commission shall become properties, rights and assets, as well as obligations and debts of the corporation.

Property,  
etc., trans-  
mitted to  
corpora-  
tion.Rôles  
d'évalua-  
tion,  
Montréal.

**19.** La cité de Montréal dresse son rôle d'évaluation suivant les prescriptions de sa charte et en dépose sans délai un double au bureau de la corporation.

**19.** The city of Montreal draws up its valuation roll as prescribed by its charter and shall deposit forthwith a duplicate thereof with the office of the corporation.

Valuation  
rolls,  
Montréal.

Rôles  
d'évalua-  
tion des  
municipa-  
lités.

Les autres municipalités du district métropolitain dressent leur rôle d'évaluation en se conformant, quant au quantum des valeurs inscrites, aux bases et aux principes ayant servi à la confection du rôle d'évaluation de la cité de Montréal alors en vigueur. Elles en déposent sans délai un double au bureau de la corporation.

Adoption.

La corporation, par résolution, adopte, avec ou sans modification, pour les fins de ses répartitions, les rôles de ces dernières municipalités.

Revision  
de déci-  
sion.

La décision de la corporation peut être révisée par la Commission municipale de Québec sur appel par simple requête et sans formalité spéciale de toute municipalité intéressée. La décision de la commission est définitive et sans appel.

Aide à  
l'urba-  
nisme.

**20.** A la demande de toute municipalité du territoire métropolitain et par entente avec la corporation, cette dernière peut rendre à cette municipalité tous services se rapportant aux matières d'urbanisme concernant cette municipalité.

Ententes  
re: ser-  
vices des  
incendies,  
etc.

**21.** La corporation peut avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec conclure avec les corporations municipales du district métropolitain toute entente relative au service des incendies, de la police, de la santé, des frais de construction d'hôpitaux et d'hospitalisation.

Publica-  
tion.

Cette entente, après son approbation par la Commission municipale de Québec, prend effet à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Réseau  
routier  
métropo-  
litaín.

**22.** La corporation a le pouvoir d'établir, par résolution, un plan directeur montrant le réseau des routes à caractère métropolitain dans tout le territoire métropolitain. Ce plan peut comprendre des routes déjà construites et des routes projetées.

Remise  
de docu-  
ments.

**23.** Toute municipalité du territoire métropolitain doit remettre à la corporation, sur demande, copie de tous plans, études, rapports et autres documents en sa possession se rapportant à toutes matières prévues à l'article 22 de la présente loi.

The other municipalities of the metropolitan district draw up their valuation roll by compliance, as to the quantum of the valuations entered, with the basis and principles which have been used for the preparation of the valuation roll of the city of Montreal then in force. They shall deposit forthwith a duplicate thereof with the office of the corporation.

Valuation  
rolls of  
municipa-  
lities.

The corporation, by resolution, shall adopt, with or without amendment, for the purposes of its apportionments, the rolls of the latter municipalities.

Adoption.

The decision of the corporation may be revised by the Quebec Municipal Commission upon application by mere petition and without any particular formality by any interested municipality. The decision of the commission is final and without appeal.

Revision  
of deci-  
sion.

**20.** At the request of any municipality of the metropolitan territory and by agreement with the corporation, the latter may render to such municipality all services pertaining to community planning matters regarding such municipality.

Assistance  
to town  
planning.

**21.** The corporation may with the prior approval by the Quebec Municipal Commission enter with the municipal corporations of the metropolitan district into any agreement respecting the fire, police, health departments, costs of hospital construction and hospitalization.

Agree-  
ments re:  
fire de-  
partment,  
etc.

Such agreement, after having been approved by the Quebec Municipal Commission, shall take effect from its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Publica-  
tion.

**22.** The corporation shall have the power to establish, by resolution, a master plan showing the system of roads of a metropolitan character in the entire metropolitan territory. Such plan may include roads already constructed and projected roads.

System  
of metro-  
politan  
roads.

**23.** Any municipality of the metropolitan territory shall remit to the corporation, on request, a copy of all plans, studies, reports and other documents in its possession pertaining to all matters provided in section 22 of this act.

Produc-  
tion of  
docu-  
ments.

Disposi-  
tions  
relatives  
aux taxis.

**24.** Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, entre le 30 avril 1959 et le 31 décembre 1960, dans toute municipalité située dans l'île de Montréal:

a) Le taux de la taxe sur les propriétaires de véhicules automobiles dont ceux-ci se servent pour exercer le métier de cocher, roulier public ou pour fins de location ne devra pas être augmenté;

b) Le nombre des permis de taxi en opération le 30 avril 1959 dans la cité de Montréal ne devra pas être augmenté;

c) Le nombre des permis de taxi en opération dans chacune des autres municipalités ne devra pas excéder un permis par quatre cents de population tel que constaté par le certificat du greffier ou du secrétaire-trésorier, donné sous son serment d'office.

Cependant, cette limite est portée au nombre de permis légalement accordés et existants au premier février 1957, dans le cas de telles de ces municipalités où le nombre de ces permis excède la proportion fixée au présent article.

Juridic-  
tion sur  
permis  
municipaux.

**25.** La corporation a le pouvoir de conclure toute entente légale avec les municipalités du district métropolitain en vue d'exercer la juridiction qu'elles possèdent quant à toutes catégories de permis municipaux.

Défense  
civile.

**26.** Avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, la corporation a le droit de conclure toute entente avec toute municipalité intéressée concernant l'organisation et l'administration de la défense civile.

Octrois ou  
subven-  
tions.

**27.** Avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, la corporation a le pouvoir d'accorder des octrois ou subventions en vue de la construction d'hôpitaux, d'hospices, de maisons de convalescence et autres institutions du même genre; elle a aussi le pouvoir, à compter du premier mai 1959, de prendre à sa charge les droits et obligations de la cité de Montréal envers la Compagnie du Marché Central Métropolitain, Limitée relativement à l'érection et à l'utilisation d'un marché central des produits agricoles.

Provisions  
respecting  
taxis.

**24.** Notwithstanding any legislative provision inconsistent herewith, from the 30th of April, 1959, to the 31st of December, 1960, in every municipality situated in the Island of Montreal:

a. The rate of the tax on owners of motor vehicles used by them to carry on the trade of cabman, expressman, or for hiring purposes, shall not be increased;

b. The number of licences for taxis in operation on the 30th of April, 1959, in the city of Montreal shall not be increased;

c. The number of licences for taxis in operation in each of the other municipalities shall not exceed one licence per four hundred of population as acknowledged by the certificate of the clerk or secretary-treasurer given under his oath of office.

However, such limit is increased to the number of licences legally granted and in force on the first of February, 1957, in the case of such municipalities where the number of licences exceeds the proportion determined in this section.

Jurisdic-  
tion on  
municipal  
permits.

**25.** The corporation shall have the power to enter into any legal agreement with the municipalities of the metropolitan district for the exercise of the jurisdiction which they have over any categories of municipal permits.

Civil  
Defence.

**26.** With the prior approval of the Quebec Municipal Commission, the corporation is entitled to enter into any agreement with any municipality concerned respecting the organization and administration of Civil Defence.

Grants  
and sub-  
sidies.

**27.** With the prior approval of the Quebec Municipal Commission the corporation is authorized to award grants and subsidies intended for the erection of hospitals, houses of refuge, convalescent homes and other institutions of the same kind; it is also authorized, from the first of May, 1959, to take over the rights and obligations of the city of Montreal towards The Greater Montreal Central Market Co. Ltd. respecting the construction and use of a central market of agricultural products.

Jurisdiction sur certain office.

**28.** La corporation peut, avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, conclure avec la cité de Montréal toute entente en vue de faire passer sous la juridiction de la corporation, l'Office d'initiative économique et touristique créé par la cité de Montréal.

**28.** The corporation may, with the prior approval by the Quebec Municipal Commission, enter with the city of Montreal into any agreement intended for placing under the jurisdiction of the Corporation the Economic and Tourist Development Bureau created by the city of Montreal.

Jurisdiction over certain bureau.

Transport de certains pouvoirs, etc.

**29.** La corporation peut, avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, conclure avec la Commission de transport de Montréal et toute corporation municipale du district métropolitain ou dont le territoire est ou deviendra desservi par le système de transport de ladite commission toute entente en vue de transporter à la corporation les pouvoirs, devoirs, droits et obligations de la cité de Montréal en vertu de la loi 14 George VI, chapitre 79, et de ses amendements, ainsi qu'en vertu du règlement numéro 1,981 de la cité de Montréal et de ses amendements.

**29.** The corporation may, with the prior approval by the Quebec Municipal Commission, enter with the Montreal Transportation Commission and any municipal corporation of the metropolitan district or whose territory is or will be served by the transportation system of the said commission into any agreement intended for transferring to the corporation the powers, duties, rights and obligations of the city of Montreal under the act 14 George VI, chapter 79, and its amendments as well as under by-law number 1,981 of the city of Montreal and its amendments.

Transfer of certain powers, etc.

Publication.

Cette entente, après son approbation par la Commission municipale de Québec, prend effet à compter de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Such agreement, after having been approved by the Quebec Municipal Commission, shall become effective from its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Publication.

Comités, etc.

**30.** La corporation peut former des comités ou des commissions en vue de l'étude de toutes questions d'intérêt métropolitain.

**30.** The corporation may form committees or commissions for the study of all questions of metropolitan interest.

Committees, etc.

Transport de juridiction.

**31.** La corporation a le pouvoir, sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec, de conclure toute entente avec les municipalités du district métropolitain en vue d'exercer la juridiction qu'elles possèdent relativement à tout autre service existant dans l'intérêt de tout le district métropolitain.

**31.** The corporation shall have the power, subject to the prior approval of the Quebec Municipal Commission, to enter into any agreement with the municipalities of the metropolitan district for the exercise of the jurisdiction which they have over any other service existing in the interest of the entire metropolitan district.

Transfer of jurisdiction.

Année financière.

**32.** L'année financière de la corporation commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de la même année.

**32.** The corporation's fiscal year shall begin on the first of January and terminate on the 31st of December of the same year.

Fiscal year.

Budget.

Toute dépense effectuée par la corporation avant le premier janvier 1960, autre que celles prévues au budget de La Commission Métropolitaine de Montréal pour l'année 1959, sera incluse dans le budget de l'année financière commençant le premier janvier 1960.

Any expense effected by the corporation before the first of January, 1960, other than that provided for in the budget of the Montreal Metropolitan Commission for the year 1959, shall be included in the budget for the fiscal year beginning on the first of January, 1960.

Budget.



Estimés  
budgétaires.

Le ou avant le premier novembre de chaque année, la corporation adopte ses estimés budgétaires pour l'année commençant le premier janvier suivant et ses estimés comportent:

a) l'estimé des sommes requises pendant l'année pour l'exercice des pouvoirs de la corporation, y compris les déboursés annuels du service de la dette et ses dépenses d'administration;

b) l'estimé de son revenu qui doit être suffisant pour équilibrer l'estimé total de ses dépenses.

Délai  
prolongé.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur la recommandation de la Commission municipale de Québec, prolonger jusqu'au premier décembre le délai de l'adoption des estimés budgétaires.

Deniers  
requis.

La corporation perçoit, chaque année, des municipalités du district métropolitain un montant suffisant pour défrayer les dépenses prévues au paragraphe a ci-dessus.

Contribu-  
tion des  
corpora-  
tions mu-  
nicipales.

Sauf lorsqu'un autre mode de répartition est prescrit par la présente loi, la contribution de chaque corporation municipale du district métropolitain est fixée au prorata de son évaluation municipale par rapport à l'évaluation municipale de l'ensemble des municipalités du district métropolitain, en excluant l'évaluation des biens non imposables, en ne tenant compte que du montant de l'évaluation statutaire dans le cas de biens affectés d'une telle évaluation et, dans le cas de biens assujettis au paiement d'une taxe fixe représentant une commutation de taxe, en excluant une proportion de l'évaluation correspondant à cette commutation.

Déboursés  
au cas  
d'em-  
prunt.

Dans le cas d'un emprunt contracté par la corporation pour le bénéfice d'une municipalité, tous les déboursés découlant de cet emprunt, en capital, intérêts et accessoires, sont chargés à cette municipalité.

État an-  
nuels des  
montants  
dus.

Le ou avant le trente et un janvier de chaque année, la corporation adresse à la Commission municipale de Québec un état des montants dus par chacune des municipalités du district métropolitain.

Appro-  
bation.

L'approbation de la Commission municipale de Québec a pour effet de rendre cet état incontestable et chaque municipi-

On or before the first of November of each year, the corporation shall adopt its budgetary estimates for the year beginning on the following first of January and its estimates shall include:

Budgetary  
estimates.

a. the estimate of the sums required during the year for the exercise of the powers of the corporation, including the annual payments for debt service and administration expenses;

b. the estimate of its revenue which shall be sufficient to balance the total estimate of its expenses.

The Lieutenant-Governor in Council may, upon recommendation by the Quebec Municipal Commission, extend until the first of December its delay for adopting the budgetary estimates.

Delay  
extended.

The corporation shall collect each year from the municipalities of the metropolitan district an amount sufficient to pay the expenses provided for in paragraph a above.

Sums  
required.

Except where another mode of apportionment is prescribed by this act, the contribution of each municipal corporation of the metropolitan district shall be fixed proportionately to its municipal valuation in respect of the municipal valuation of the aggregate of the municipalities of the metropolitan district not including the valuation of the non-taxable property, taking account only of the amount of statutory valuation in the case of property affected by such valuation and, in the case of property subject to the payment of a fixed tax amounting to a tax commutation, not including a proportion of the valuation corresponding to such commutation.

Contribu-  
tion of  
municipal  
corporations.

In the case of a loan contracted by the corporation for the advantage of a municipality, all disbursements incurred for such loan as to capital, interests and contingent expenses, shall be charged to such municipality.

Disburse-  
ments in  
case of  
loan.

On or before the 31st of January of each year, the corporation shall forward to the Quebec Municipal Commission a statement of the amounts due by each of the municipalities of the metropolitan district.

Annual  
statement  
of  
amounts  
due.

Approval by the Quebec Municipal Commission shall have the effect of making such statement incontestable and

Approval.

	palité doit acquitter le montant attesté par cet état.	each municipality must pay the amount certified by such statement.	
Délai pour payer.	Cette dette est payable dans les trente jours suivant l'envoi d'un avis par la corporation aux municipalités intéressées.	Such debt is payable within the thirty days following the sending of a notice by the corporation to the concerned municipalities.	Delay for payment.
Intérêts.	La municipalité doit les intérêts au taux légal à compter de l'expiration de ces trente jours.	The municipality owes interest at the legal rate from the expiration of these thirty days.	Interest.
Homologation au cas de non paiement.	Si la municipalité ne s'acquitte pas de son obligation dans le délai ci-dessus, la corporation peut s'adresser à la Cour de magistrat siégeant dans et pour le district de Montréal pour obtenir l'homologation de la décision de la corporation.	If the municipality does not meet its obligation within the above mentioned delay, the corporation may apply to the Magistrate's Court sitting in and for the district of Montreal for having the corporation's decision homologated.	Homologation in case of non payment.
Procédure.	Cette demande se fait par requête sommaire signifiée à la corporation municipale concernée, avec avis de présentation de trois jours, et la cour condamne la municipalité à payer le montant dû par elle, avec intérêts et dépens.	Such application is made by summary petition served to the concerned municipal corporation, with a three days presentation notice, and the court shall condemn the municipality to pay the amount owed by it, with interest and costs.	Procedure.
Exécution du jugement.	Si le jugement n'est pas satisfait dans les huit jours de sa prononciation, il est exécuté conformément aux articles 631 à 641 inclusivement de la Loi des cités et villes (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 233).	If the judgment is not complied with, within the eight days of its pronouncing, it shall be executed pursuant to sections 631 to 641 inclusive, of the Cities and Towns Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 233.)	Judgment executed.
Acquisition autorisée.	<b>33.</b> La corporation peut acquérir à l'amiable ou par expropriation tout immeuble, partie d'immeuble ou servitude située dans les limites du territoire métropolitain et dont elle a besoin pour l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par la loi.	<b>33.</b> The corporation may acquire by mutual agreement or by expropriation any immovable, part of immovable or servitude located within the limits of the metropolitan territory and which it shall need to exercise the powers conferred upon it by the law.	Acquisition authorized.
Dispositions applicables.	Les dispositions de la loi 62 Victoria, chapitre 58, et de ses amendements, y compris le droit de possession préalable, régissent, <i>mutatis mutandis</i> , les expropriations effectuées en vertu du présent article.	The provisions of the act 62 Victoria, chapter 58, and amendments, including the right to prior possession, govern, <i>mutatis mutandis</i> , the expropriation made under this section.	Provisions to apply.
Appel.	<b>34.</b> Toute décision de la corporation peut être révisée par la Commission municipale de Québec sur appel d'une municipalité du district métropolitain.	<b>34.</b> Any decision of the corporation may be revised by the Quebec Municipal Commission on appeal of a municipality of the metropolitan district.	Appeal.
Jurisdiction des cours municipales, etc.	<b>35.</b> Les cours municipales et les juges municipaux du district métropolitain ont juridiction pour entendre et décider les plaintes pour infractions commises dans les limites de leur juridiction territoriale au sujet des règlements adoptés par la corporation.	<b>35.</b> The municipal courts and the municipal judges of the metropolitan district shall have jurisdiction to hear and decide on complaints for infringements committed within the limits of their territorial jurisdiction with respect to by-laws adopted by the corporation.	Jurisdiction of municipal courts, etc.

Pouvoir  
de con-  
clure des  
ententes.

**36.** Nonobstant toute disposition législative inconciliable avec la présente, les corporations municipales du district métropolitain ont tous les pouvoirs requis pour conclure toute entente autorisée par la présente loi.

Paiement  
des frais,  
etc.

**37.** Les frais légaux et honoraires professionnels du procureur dont les services ont été requis par le comité exécutif de la cité de Montréal pour la préparation et la présentation de la présente loi seront payés par la cité de Montréal, qui sera remboursée par La Corporation de Montréal Métropolitain.

Entrée en  
vigueur.

**38.** La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction et elle prévaudra à l'encontre de toute loi générale ou spéciale incompatible.

**36.** Notwithstanding any legislative provision inconsistent herewith, the municipal corporations of the metropolitan district shall have all the powers required to enter into any agreement authorized by law.

Power to  
enter into  
agree-  
ment.

**37.** The legal cost and professional fees of the attorney whose services have been required by the executive committee of the city of Montreal for the preparation and presentation of this act shall be paid by the city of Montreal, which shall be reimbursed by The Montreal Metropolitan Corporation.

Payment  
of costs,  
etc.

**38.** This act shall come into force on the day of its sanction and shall prevail over any inconsistent general law or special act.

Coming  
into force.